



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



**SCALE**  
Strengthening Capacity in Agriculture  
Livelihoods and Environment



SAMUEL HALL



**ÉTUDE DE RECHERCHE SUR LES PREUVES  
D'IMPACT : TRANSFERTS MONÉTAIRES AU  
NIGER**  
NOVEMBRE 2022

## À propos de SCALE

SCALE (Strengthening Capacity in Agriculture, Livelihoods, and Environment) est une initiative financée par le Bureau for Humanitarian Assistance (BHA) de l'USAID et mise en œuvre par Mercy Corps en collaboration avec Save the Children. SCALE vise à améliorer l'impact, la durabilité et l'extensibilité de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles et des activités de subsistance non agricoles financées par le BHA dans des contextes d'urgence et de non-urgence.

## Citation recommandée

Prix Samuel Hall et SCALE. 2022. Étude de recherche sur les preuves d'impact : Cash and Voucher Assistance in Niger. Produit par Mercy Corps dans le cadre du prix associé SCALE (Strengthening Capacity in Agriculture, Livelihoods, and Environment).

## Remerciements

De nombreuses personnes ont contribué à ce rapport. Nous tenons à remercier en particulier l'équipe de l'International Rescue Committee au Niger pour ses idées, ses orientations, ses examens et ses conseils.

## Crédits photographiques

Photo de couverture : Samuel Hall

## Informations de contact

c/o Save the Children  
899 North Capitol St NE, Suite 900  
Washington, DC 20002  
[www.fsnnetwork.org/SCALE](http://www.fsnnetwork.org/SCALE)  
[scale@mercycorps.org](mailto:scale@mercycorps.org)

## Avis de non-responsabilité

Cette étude a été rendue possible grâce au généreux soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu est la responsabilité du prix SCALE et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.



# Contenu

<b>Contenu</b>	<b>iii</b>
<b>Liste d'acronymes et d'abréviations</b>	<b>v</b>
<b>Glossaire</b>	<b>vii</b>
<b>Résumé exécutif</b>	<b>1</b>
Objectif de l'étude	1
Contexte : Le CVA au Niger	2
Champ d'application et méthodologie	2
Conclusions principales	2
Recommandations	3
<b>I. Objectif de la recherche</b>	<b>4</b>
<b>II. Méthodologie et limites</b>	<b>5</b>
Objectif de la recherche	5
Méthodes de recherche	5
Problèmes de sécurité	9
Limites d'accès	10
Réticence des potentiels répondants	10
Défauts d'échantillonnage et données manquantes	10
<b>III. Contexte</b>	<b>11</b>
Utilisation de l'aide en espèces et des bons d'échange	11
Le contexte humanitaire au Niger	12
Programmation du CVA d'IRC au Niger	13
Contextualisation de la vulnérabilité à Diffa	15
Figure 6 : Sécurité alimentaire des bénéficiaires de CVA vs non-bénéficiaires	18
Acteurs et rôles de la chaîne de valeur	19
<b>IV. Conclusions</b>	<b>21</b>
Conclusions 1 : les bénéficiaires du CVA préfèrent l'aide en nature, tandis que les praticiens préfèrent les bons d'achat.	21
Constat 2 : évolution vers les plateformes numériques	24
<b>V. Discussion et recommandations</b>	<b>27</b>
Perception du ciblage et transparence	27
Partage de l'assistance	28
Impacts du CVA sur le marché	30
Modalité de multi-assistance	31
Modalités du CVA : Forces et faiblesses	32



<b>Annexe 1 : Bibliographie</b>	<b>33</b>
<b>Annexe 2 : Listes des entretiens KII, SSI et FGD</b>	<b>35</b>
<b>Annexe 3 : Outils de collecte de données</b>	<b>38</b>



## Liste d'acronymes et d'abréviations

<b>AAP</b>	Responsabilité envers les populations affectées
<b>AOG</b>	Groupes d'opposition armés
<b>BHA</b>	Bureau d'assistance humanitaire
<b>BNA</b>	Approche fondée sur les besoins fondamentaux
<b>CaLP</b>	Partenariat d'apprentissage cash
<b>CCT</b>	Transfert d'argent conditionnel
<b>OSC</b>	Organisations de la société civile
<b>CVA (CBA, CBI, CTP)</b>	Assistance en espèces et bons d'achat (assistance en espèces, interventions en espèces, programmes de transfert d'espèces)
<b>CWG</b>	Groupe de travail sur les transferts monétaires
<b>FGD-ECHO</b>	Direction générale de la protection civile européenne et des opérations d'aide humanitaire
<b>DRC</b>	Conseil danois pour les réfugiés
<b>ERD</b>	Récupération anticipée et développement
<b>ESSN</b>	Plan d'aide sociale d'urgence
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FCFA</b>	Franc CFA
<b>FCS</b>	Score de consommation alimentaire
<b>FGD</b>	Discussion en groupe
<b>FFP</b>	Programme "La nourriture pour la paix"
<b>VBG</b>	Violence basée sur le genre
<b>HHS</b>	Indice de la faim dans les ménages
<b>EI</b>	Engin explosif improvisé
<b>FICR</b>	Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
<b>AGR</b>	Activité génératrice de revenus
<b>PDI</b>	Personne déplacée interne



<b>OIM</b>	Organisation internationale pour les migrations
<b>IPC</b>	Système intégré de classification par phases
<b>IRC</b>	International Rescue Committee
<b>KII</b>	Entretien avec un informateur clé
<b>MC</b>	Mercy Corps
<b>M&amp;E</b>	Suivi et évaluation
<b>MPCA</b>	Transferts monétaires à usages multiples
<b>NFI</b>	Articles non alimentaires
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>GANE</b>	Groupes armés non étatiques
<b>OCHA</b>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<b>RCSI</b>	Indice de stratégie d'adaptation réduite
<b>RRM</b>	Mécanisme de réponse rapide
<b>SCALE</b>	Renforcement des capacités en matière d'agriculture, de moyens de subsistance et d'environnement
<b>SH</b>	Samuel Hall
<b>SPSS</b>	Statistical package for social sciences
<b>ToC</b>	Théorie du changement
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>HCR</b>	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
<b>UNICEF</b>	Fonds international d'urgence pour l'enfance des Nations unies
<b>USAID</b>	Agence des États-Unis pour le développement international
<b>VAF</b>	Cadre d'évaluation de la vulnérabilité
<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial



# Glossaire

Aide en espèces et bons d'achat (CVA)	"Une modalité de fourniture de l'aide humanitaire qui utilise les marchés et les services locaux pour répondre aux besoins des personnes concernées par la fourniture d'argent liquide (sous forme de cartes de débit prépayées, de transferts mobiles, d'argent papier ou d'argent contre travail), d'équivalents d'argent liquide (par exemple, dépôt bancaire, argent mobile) ou de bons échangeables contre certains biens. Ceux-ci peuvent être conditionnels (par exemple, à la participation à un projet de travail) ou inconditionnels ; restreints ou non restreints." <sup>1</sup>
Transferts en espèces	"Les transferts d'argent font référence à la fourniture d'une aide sous forme d'argent - soit de la monnaie physique, soit de la monnaie électronique - aux bénéficiaires (individus, ménages ou communautés). Les transferts en espèces sont, par définition, sans restriction d'utilisation et se distinguent des modalités restreintes, notamment les bons d'achat et l'aide en nature." <sup>2</sup>
CVA conditionnel	" Le CVA conditionnel est une aide en espèces et sous forme de bons qui exige des bénéficiaires qu'ils entreprennent une action/activité spécifique (par exemple, aller à l'école) pour recevoir l'aide ; c'est-à-dire qu'une condition doit être remplie avant de recevoir le transfert. La restriction se distingue de la conditionnalité, qui s'applique uniquement aux conditions préalables qu'un bénéficiaire doit remplir avant de recevoir un transfert. La restriction fait référence aux limites de l'utilisation de l'aide par les bénéficiaires. Les restrictions s'appliquent à la gamme de biens et de services que l'aide peut servir à acheter, et aux lieux où elle peut être utilisée. Les bons d'achat sont par défaut des transferts restreints." <sup>3</sup>
Solutions numériques	Dans le contexte de la recherche, les solutions numériques font référence à l'ensemble des différentes solutions utilisées pour passer des paiements en espèces et par bons en papier aux bons électroniques et aux transferts bancaires.
Égalité de genre	Dans son Plan d'action pour l'égalité des sexes (2022-2025), l'UNICEF comprend et définit l'égalité des sexes comme un effort actif pour " éliminer les obstacles structurels sous-jacents, tels que les normes sociales néfastes et les systèmes de pouvoir sexués, qui perpétuent les inégalités." <sup>4</sup>
Communauté d'accueil	Une communauté d'accueil désigne le pays d'asile et les structures gouvernementales, sociales et économiques locales, régionales et nationales dans lesquelles vivent les réfugiés. Les réfugiés urbains vivent au sein de communautés d'accueil avec ou sans statut légal et reconnaissance par la communauté d'accueil. Dans le contexte des camps de réfugiés, la communauté d'accueil peut englober le camp, ou simplement être voisine du camp, mais avoir des interactions avec les réfugiés qui y résident, ou être autrement affectée par eux.

<sup>1</sup> Département d'État américain, 2022

<sup>2</sup> CaLP, 2018

<sup>3</sup> CaLP, 2018

<sup>4</sup> Plan d'action de l'UNICEF pour l'égalité des sexes, 2022-2025



Personnes déplacées internes	"Personnes ou groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints de fuir ou de quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi une frontière étatique internationalement reconnue." <sup>5</sup>
Moyens de subsistance	" Les capacités, les actifs, les opportunités et les activités nécessaires pour pouvoir gagner sa vie. Les actifs comprennent les ressources financières, naturelles, physiques, sociales et humaines, par exemple : les magasins, les terres et l'accès aux marchés ou aux systèmes de transport. Les moyens d'existence d'un ménage sont durables ou sûrs lorsqu'il peut faire face aux chocs et s'en remettre, et maintenir ou améliorer ses capacités et ses actifs productifs." <sup>6</sup>
Argent mobile	Au niveau le plus élémentaire, l'argent mobile est la fourniture de services financiers par le biais d'un appareil mobile. Cette définition large englobe toute une série de services, notamment les paiements (tels que les transferts de pair à pair), la finance (tels que les produits d'assurance) et les services bancaires (tels que la consultation du solde d'un compte). Dans la pratique, divers moyens peuvent être utilisés, comme l'envoi de messages textuels pour transférer de la valeur ou l'accès aux détails d'un compte bancaire via l'internet mobile.
Réfugiés	La définition primaire et universelle d'un réfugié qui s'applique aux États est contenue dans l'article 1(A)(2) de la Convention de 1951, telle qu'amendée par son Protocole de 1967, définissant un réfugié comme une personne qui : " craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner."
Bons d'achat	"Les bons d'achat désignent un papier, un jeton ou un bon électronique qui peut être échangé contre une quantité ou une valeur déterminée de biens ou de services, libellée soit en valeur monétaire (par exemple 15 dollars), soit en produits prédéterminés (par exemple 2 uniformes scolaires) ou en services spécifiques (par exemple les frais de scolarité), soit une combinaison de valeur et de produits. Les bons sont restreints par défaut, bien que le degré de restriction varie en fonction de la conception du programme et du type de bon. Ils sont échangeables auprès de vendeurs présélectionnés ou dans des " foires " créées par l'agence de mise en œuvre. Les termes bons, timbres ou coupons peuvent être utilisés de manière interchangeable." <sup>7</sup>

---

<sup>5</sup> Glossaire des sphères, 2018

<sup>6</sup> Glossaire des sphères, 2018

<sup>7</sup> CaLP, 2018





*Crédit photo : Samuel Hall*

## Résumé exécutif

Cette étude a été commandée par le Bureau for Humanitarian Assistance (BHA) de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), dans le cadre du programme SCALE (Strengthening Capacity in Agriculture, Livelihoods and Environment). Le prix SCALE, dirigé par Mercy Corps, est une initiative visant à améliorer l'impact, la durabilité et l'extensibilité des activités agricoles, de gestion des ressources naturelles et des moyens de subsistance alternatifs financés par le BHA dans des situations d'urgence et de non-urgence. Un des objectifs de SCALE est de capturer les meilleures pratiques, innovations et technologies des programmes pour les partager à l'échelle mondiale. Cette étude soutient cet objectif par une recherche sur l'utilisation de solutions numériques pour la mise en œuvre de l'assistance en espèces et en bons (CVA) au Niger.

### *Objectif de l'étude*

Cette étude s'est concentrée sur la programmation CVA du International Rescue Committee (IRC) dans la région de Diffa, cherchant spécifiquement à identifier les principaux problèmes ayant un impact sur l'efficacité du CVA, y compris les modalités numériques, et à formuler des recommandations pour l'améliorer. Samuel Hall (SH) a dirigé la conception de la recherche, la collecte et l'analyse des données, ainsi que la rédaction du rapport de juin à novembre 2022.



## Contexte : Le CVA au Niger

Entre 2014 et 2020, la part de l'aide basée sur le CVA du portefeuille global d'aide humanitaire (gouvernement et secteur privé) a été multipliée par 4,5 - passant de 5 % à 20 % de l'aide globale distribuée. Dans la pratique, le CVA s'est avéré plus efficace en termes de mobilisation de l'agentivité des bénéficiaires, permettant une livraison plus efficace de l'aide, et faisant le lien entre les interventions humanitaires et de développement.<sup>8</sup> Dans le contexte du Niger, le CVA a été un outil essentiel pour les agences humanitaires au cours de cette même période pour répondre aux urgences et améliorer les moyens de subsistance.

Les impacts entremêlés des urgences humanitaires, des crises chroniques et de l'extrême pauvreté sont difficiles à distinguer au Niger. Selon la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), l'insécurité alimentaire<sup>9</sup> au Niger touche entre 2,3 et 3,3 millions d'individus en juillet 2022.<sup>10</sup> Le taux de pauvreté de 41,8 % est alimenté par le chômage, l'instabilité des conditions de sécurité, la dégradation de l'environnement (feux de brousse et inondations récurrents) et les chocs cycliques, qui ont tous un impact négatif sur les moyens de subsistance.<sup>11</sup> La région de Diffa est un exemple de ces défis, avec une forte migration, un contexte sécuritaire difficile et un environnement fragile qui subit les effets négatifs du changement climatique.<sup>12</sup>

## Champ d'application et méthodologie

La recherche pour cette étude a utilisé une approche de méthodes mixtes (méthodes qualitatives et quantitatives). Les données quantitatives ont été obtenues par la distribution d'une enquête en personne (631 répondants), et les données qualitatives ont été récupérées par le biais de 17 entretiens avec des acteurs humanitaires, 16 entretiens semi-structurés avec des chefs communautaires et 11 discussions de groupe avec des bénéficiaires et des non-bénéficiaires du CVA.

## Conclusions principales

**Conclusion 1 :** les bénéficiaires du CVA préfèrent principalement l'aide en nature, avec une préférence secondaire pour une combinaison d'aide en nature et en espèces. Les praticiens préfèrent les bons numériques (e-vouchers) en raison des exigences logistiques et des coûts moindres liés à la mise en place du système, ainsi que de la perception d'un risque réduit pour les bénéficiaires dans un environnement sécuritaire changeant.

Les bénéficiaires ont indiqué que leurs préférences pour l'assistance en nature sont dues à une variété de facteurs, notamment :

- **La dynamique de genre**, les femmes indiquant que l'aide en nature garantit que les familles seront nourries. Les femmes bénéficiaires du CVA ont indiqué se méfier des membres masculins du ménage lorsque ceux-ci reçoivent l'aide en espèces.

<sup>8</sup> Vogel Birte, Tschunkert Kristina, Schläpfer Isabelle, The social meaning of money : Implications multidimensionnelles de l'aide humanitaire en espèces et en bons d'achat. *Catastrophes* 46(2), 2022 : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/disa.12478>

<sup>9</sup> Défini comme la classification intégrée des phases (IPC) Phases 3 à 5

<sup>10</sup> [Niger : Crise d'insécurité alimentaire, appel d'urgence](#)

<sup>11</sup> [Banque mondiale - Aperçu du Niger](#)

<sup>12</sup> OCHA, 2021, Droits de l'homme, changement climatique et migration au Sahel, OHCHR, 2021 : <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2021-11/HR-climate-change-migration-Sahel.pdf>.



- **L'alphabétisation financière**, car le manque de notions de calcul et d'alphabétisation financière a été noté comme une des raisons pour lesquelles les bénéficiaires ne comprennent pas et/ou ne font pas confiance aux vouchers.
- **La variabilité du marché**, y compris la volatilité des prix, qui réduit le pouvoir d'achat de l'argent liquide ou des bons lorsque les prix augmentent en raison de la variabilité saisonnière, des problèmes de sécurité ou de l'inflation.
- **Les problèmes de sécurité**, notamment le risque de vol avec l'aide en espèces et la réduction de la quantité de marchandises disponibles sur les petits marchés lorsque la situation sécuritaire se détériore.

**Conclusion 2** : les praticiens de l'aide humanitaire soutiennent le passage au numérique, mais les bénéficiaires ont exprimé des réticences à l'égard des approches numériques. L'exception a été notée dans les cas d'insécurité où les bénéficiaires ont montré une préférence pour les bons numériques. Alors que les bons d'achat en espèces et en papier sont la modalité de CVA la plus répandue au Niger (58% des répondants à l'enquête d'IRC et 39% des répondants hors IRC ont indiqué que c'est ainsi qu'ils reçoivent leur aide), il y a un intérêt croissant pour les solutions numériques de la part des organisations internationales à but non lucratif opérant au Niger. Au cours des KII et des SSI, les praticiens ont noté la tendance vers les bons numériques et les avantages perçus pour la distribution de l'aide.

## *Recommandations*

- Envisager de piloter davantage d'interventions combinant l'aide en nature et l'aide en espèces, notamment dans les zones de crise chronique et d'urgence.
- Alors que les praticiens du CVA utilisent de plus en plus de solutions numériques, il convient d'envisager intégrer des interventions de formation à l'éducation financière en tant qu'élément central de la conception de projet afin de maximiser l'impact.
- Dans les contextes de forte vulnérabilité de toutes les populations, la transparence des critères de ciblage et de sélection des bénéficiaires est essentielle. Les interventions du CVA doivent être conçues de la manière la plus transparente possible en :
  - Communiquant clairement les critères de sélection et le choix des vendeurs à toutes les parties prenantes, y compris les dirigeants locaux, les communautés et les vendeurs ;
  - Incluant les homologues des autorités locales et les communautés dans le développement des activités de CVA qui répondent aux préférences et/ou qui expliquent de manière transparente pourquoi certaines préférences peuvent ne pas être satisfaites, en fonction des contextes et des conditions locales ;
  - Envisageant l'engagement des homologues des autorités locales dans la surveillance des pratiques des vendeurs ;
  - Déployant une campagne de communication et de sensibilisation du public simple et accessible avant les phases de ciblage et de distribution initiale ;
  - Révisant périodiquement les termes de référence des points focaux communautaires (pour s'assurer que les bénéficiaires et les non-bénéficiaires du CVA comprennent le rôle des points focaux communautaires) et le remplacement des points focaux (en utilisant des mandats ou des cycles courts) pour éviter le développement de modèles d'engagement opaques au fil du temps.



# I. Objectif de la recherche

Le prix **SCALE**, dirigé par Mercy Corps, est un prix de renforcement des capacités, d'apprentissage et de recherche financé par l'USAID/BHA et mis en œuvre en collaboration avec Save the Children. SCALE se concentre sur l'agriculture, les moyens de subsistance et la gestion des ressources naturelles, et vise à améliorer l'impact, la durabilité et l'extensibilité des programmes d'urgence et de non-urgence financés par l'USAID/BHA dans le monde entier.

SCALE entreprend des projets de recherche sur les preuves d'impact (EOI) au cours de la bourse pour permettre aux organisations de mise en œuvre de la sécurité alimentaire de créer une base de preuves pour les pratiques et les approches qui ont le potentiel d'améliorer l'impact, la durabilité et l'extensibilité des activités d'urgence ou non d'agriculture, de GRN et de moyens de subsistance financées par la BHA. Les sujets des projets de recherche de SCALE sont identifiés par le biais de processus consultatifs avec la communauté de mise en œuvre de USAID/BHA, en se concentrant sur les défis rencontrés par ces partenaires afin que les résultats de la recherche puissent être appliqués aux programmes en cours et futurs.

Des consultations avec les praticiens des activités de résilience et de sécurité alimentaire financées par la BHA et d'autres partenaires de mise en œuvre, ainsi qu'avec le comité technique de SCALE<sup>13</sup>, ont révélé un fort intérêt pour une meilleure compréhension de la façon dont les programmes humanitaires peuvent soutenir les moyens de subsistance des personnes qui migrent et/ou sont déplacées à l'intérieur de leur pays. Grâce à des enquêtes et des consultations ultérieures auprès des partenaires, SCALE a affiné le thème de recherche pour se concentrer sur le potentiel des solutions numériques pour stabiliser et améliorer les moyens de subsistance des populations déplacées à plusieurs reprises au cours des cycles successifs de financement d'urgence de la BHA.

Par le biais d'une série d'enquêtes et de consultations, SCALE a identifié un partenaire de mise en œuvre de la BHA qui a servi de point focal à cette recherche. IRC au Niger a mis en œuvre six programmes successifs d'urgence à court terme financés par l'USAID dans les régions de Diffa et de Tillabéri au Niger depuis 2014, axés sur le soutien aux populations déplacées et aux communautés d'accueil par le biais du CVA afin de répondre aux besoins immédiats et de soutenir le rétablissement des moyens de subsistance. Chacun de ces programmes comprenait un soutien aux populations déplacées par le conflit à l'intérieur et à l'extérieur du Niger, ainsi qu'aux communautés qui les accueillent, en utilisant le CVA conditionnel et inconditionnel. Bien que les programmes précédents utilisaient de l'argent liquide et des bons en papier, IRC/Niger s'est rapidement rendu compte de la charge administrative et des coûts supplémentaires de cette approche et, surtout, du fait qu'elle pouvait exposer les participants au programme à un risque accru d'insécurité et de danger.

La programmation CVA d'IRC/Niger a évolué au fil des ans, passant d'une approche basée sur l'argent et le papier à des approches numériques, et s'est étendue pour servir non seulement les populations déplacées par les conflits, mais aussi les populations affectées par le climat. En 2016, IRC/Niger a commencé à orienter son approche CVA vers des mécanismes numériques, notamment les bons électroniques, et a fini par nouer un partenariat avec Mastercard pour établir une plateforme qui pourrait être utilisée pour fournir un soutien CVA aux participants de son programme. L'évolution de l'approche d'IRC/Niger dans la fourniture d'un soutien aux moyens de subsistance aux populations

---

<sup>13</sup> Le comité technique SCALE est un groupe consultatif composé en grande partie de représentants basés au siège des agences qui dirigent actuellement les RFSA



déplacées à plusieurs reprises au cours des cycles de financement successifs offre une occasion importante d'examiner et d'apprendre de ce processus itératif.

SH a été engagé pour diriger la conception de la recherche, la collecte et l'analyse des données, et la rédaction du rapport de juin à novembre 2022. L'étude s'appuie sur des données qualitatives et quantitatives recueillies lors du travail de terrain effectué à Diffa en juillet et août 2022.

## II. Méthodologie et limites

### Objectif de la recherche

L'objectif de cette étude était d'identifier les questions clés ayant un impact sur l'efficacité du CVA, y compris les modalités numériques, et de formuler des recommandations aux agences et organisations de mise en œuvre lors de leur transition vers l'utilisation de solutions monétaires numériques à travers une étude des projets d'IRC financés par l'USAID/BHA de 2014 à aujourd'hui dans la région de Diffa au Niger.

### Méthodes de recherche

Cette étude de recherche s'est déroulée entre juillet et novembre 2022. La recherche a impliqué une approche de méthodes mixtes - utilisant à la fois des méthodes qualitatives et quantitatives. Les données quantitatives ont été obtenues par la distribution d'une enquête en personne (631 répondants), et les données qualitatives ont été récupérées grâce aux KII, SSI et FGD (voir le tableau 1 ci-dessous). Les outils de recherche qui ont dirigé les KII, SSI et FGD ont bénéficié du feedback et de la contribution des équipes SCALE et IRC. Un accord de partage des données a été signé entre SH et IRC afin de garantir la confidentialité des informations personnelles des personnes interrogées. IRC a aidé les équipes de recherche de SH à identifier les localités et les bénéficiaires de ses interventions passées et présentes BHA/Food for Peace (FFP), parmi lesquelles les participants à l'enquête et aux entretiens ont été choisis.

Le tableau 1 détaille davantage la source des données, les thèmes explorés, les outils et leurs lieux d'utilisation.



**Tableau 1 : Tableau des méthodes et des résultats de recherche**

Outil d'enquête	Source des données	Thèmes explorés	Nombre d'entretiens conduits	Lieu
Entretiens avec les informateurs clés (KII)	Les parties prenantes du CVA : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Praticiens de l'humanitaire et spécialistes du CVA d'IRC ainsi que d'autres partenaires de mise en oeuvre (8)</li> <li>- Fournisseurs partenaires d'IRC (9)</li> </ul>	Vue d'ensemble du processus CVA et des leçons apprises	17 KII	Niamey, Diffa, et en ligne
Entretiens semi-structurés (SSI)	Les leaders communautaires impliqués dans le CVA : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maires (2)</li> <li>- Chefs de village (13)</li> <li>- Points focaux communautaires d'IRC (1)</li> </ul>	Perceptions, pratiques et décisions de la communauté en matière de CVA	16 SSI	Communautés de Diffa et du Maine Soroa
Discussions en groupe (FGD)	Bénéficiaires du CVA d'IRC et non-bénéficiaires du CVA divisés en groupes unisexes avec un statut migratoire mixte : 8 groupes de discussion composés uniquement de femmes et 3 groupes de discussion composés uniquement d'hommes.	Des informations qualitatives portant spécifiquement sur les aspects sexospécifiques de la mise en oeuvre du CVA et les variations dans le continuum de la migration.	11 FGDF	Communautés de Diffa et du Maine Soroa
Enquête en personne	Anciens et actuels bénéficiaires du CVA, non bénéficiaires du CVA utilisant Kobo et des tablettes.	Enquête de 98 questions avec des questions autour : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Impact global du CVA sur la stabilité des moyens de subsistance, les schémas de migration et le bien-être des ménages</li> <li>- Aspects sexuels de la mise en oeuvre du CVA</li> <li>- Perceptions de ce qui fonctionne et de ce qui n'a pas</li> </ul>	631 enquêtes	Communautés de Diffa et du Maine Soroa

**Une recherche documentaire consistant en un** examen des documents et rapports suivants a contribué à la création des outils de collecte de données :

- la documentation existante des projets IRC ;
- des rapports techniques pertinents sur le CVA, le déplacement et le genre ;
- des rapports contextuels sur le Niger, Diffa, Mainé Soroa, et d'autres départements du Niger ;
- la littérature académique sur le CVA au Niger et plus largement dans la région ;



- les rapports et les données collectés par les organisations internationales - publiés ou non - sur le CVA ;
- des rapports et articles de presse sur la situation de violence et d'insécurité, de vulnérabilité endémique et de déplacement à Diffa et Maine Soroa.

## *Approche d'échantillonnage*

**Répondants à l'enquête :** Au cours d'un atelier avec IRC, SH a créé des listes de communautés qui ont reçu, ou reçoivent actuellement, une assistance CVA dans le cadre de l'un des programmes d'IRC au cours de la période d'étude (2015-2022) dans la région de Diffa. La liste des communautés a ensuite été croisée avec les informations quotidiennes sur la sécurité, et les communautés ont été priorisées pour la collecte de données en conséquence. Avant l'arrivée de l'équipe SH dans chaque communauté jugée sûre, les points focaux communautaires d'IRC ont discuté de l'objectif de la recherche et de la visite avec le chef du village, qui a vérifié les informations sur la sécurité et a soutenu la sélection des ménages à inclure dans les FGD et à participer à l'enquête.

**Les personnes interrogées pour chaque SSI et KII** ont été sélectionnées en collaboration entre SH et IRC en utilisant des critères de sélection convenus, principalement :

- KIIs and SSI participants must be a key community member or leader with knowledge or touch point with CVA implementation, starting with obvious participants, like IRC staff and IRC vendors. Les participants aux KII et aux SSI doivent être un membre clé de la communauté ou un leader ayant des connaissances ou un point de contact avec la mise en œuvre du CVA, en commençant par les participants évidents, comme le personnel d'IRC et les fournisseurs d'IRC.
- Les références d'autres répondants ont complété la liste des KII et des SSI.

**Les personnes interrogées de manière semi-structurée** ont été identifiées par une approche d'échantillonnage en boule de neige menée par l'équipe de recherche locale et le point focal de la communauté.

**Les informateurs clés interrogés** ont été identifiés de manière ad hoc par le biais de réseaux de contacts préexistants ou de références connexes.

**Les participants aux discussions de groupe** comprenaient à la fois des bénéficiaires du CVA (IRC et autres partenaires de mise en œuvre) et des non-bénéficiaires du CVA sélectionnés sur la base de critères démographiques (âge, sexe, profil migratoire et statut de bénéficiaire).

**La collecte des données** a eu lieu en juillet et août 2022, sous la direction de l'équipe de recherche de SH. Le travail sur le terrain a été dirigé par un chercheur nigérien expérimenté, soutenu par une équipe équilibrée entre les sexes de 20 chercheurs locaux connaissant les dialectes locaux (12 recenseurs, huit chercheurs qualitatifs). Les chercheurs locaux ont reçu une formation sur les outils avant de mener les enquêtes en personne. Les figures 1 et 2 détaillent les lieux où les données qualitatives ont été collectées par le biais des FGD et des enquêtes. Les équipes de recherche du SH ont effectué un débriefing final sur le terrain avec le coordinateur de terrain d'IRC avant leur départ.

Des outils de collecte de données ont été créés et pilotés dans cinq communautés, ce qui a conduit à des ajustements de l'outil d'enquête (voir la section ci-dessous intitulée "Lacunes de l'échantillonnage et données manquantes"). Les données d'enquête recueillies au cours de cette période de pilotage ont été incluses dans l'analyse présentée dans ce rapport de recherche.



Figure 1 : Lieux des discussions de groupe



Figure 2 : Lieux d'enquête

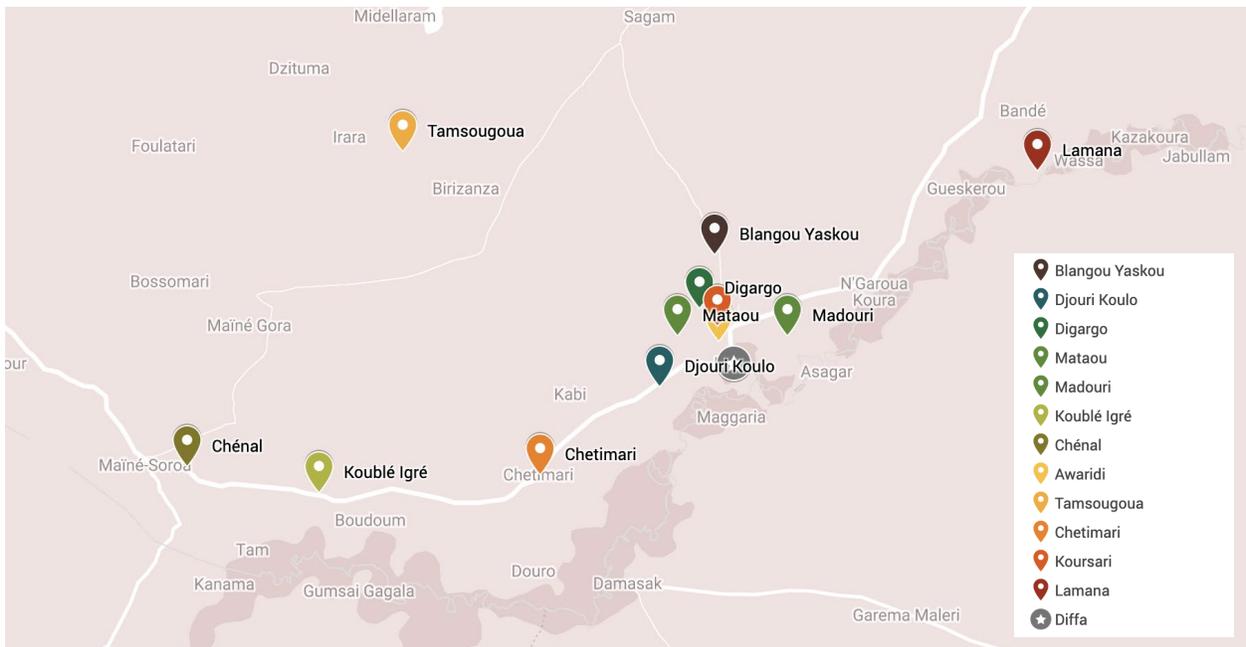
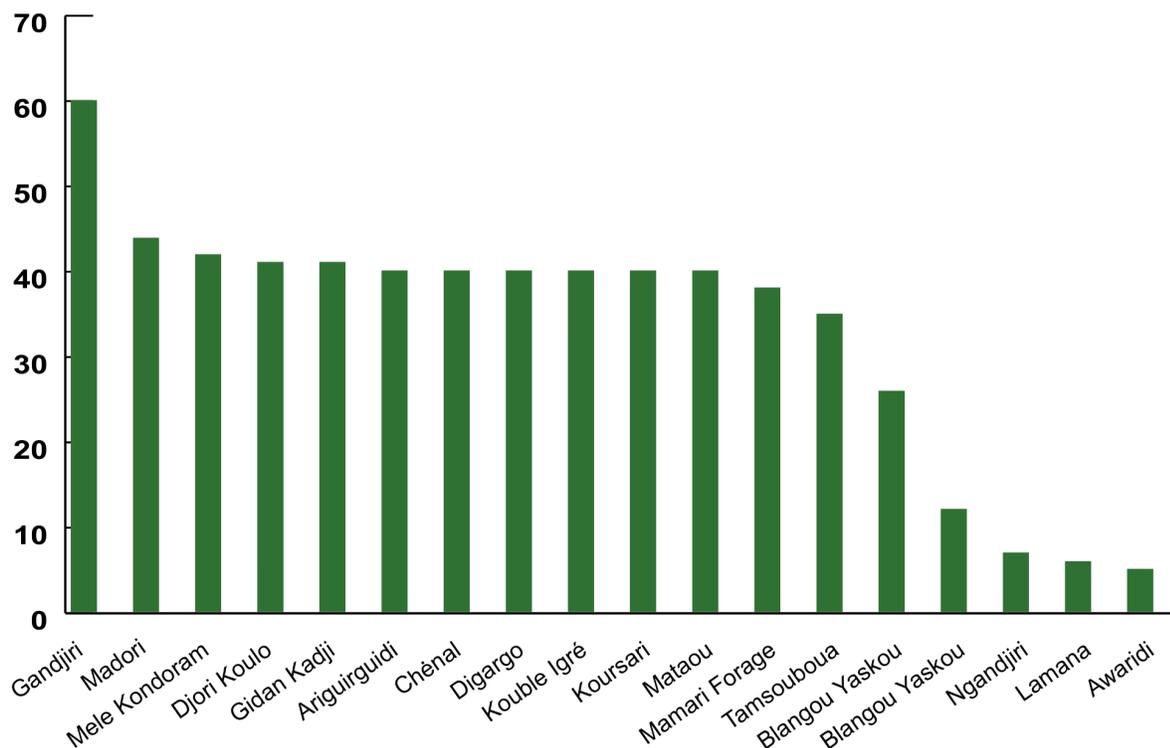


Figure 3: Répondants à l'enquête au sein des communautés



Les thèmes identifiés par la recherche documentaire ont été testés par l'enquête, les KII, les SSI et les FGD. Les données de ces quatre sources ont ensuite été analysées en désagrégant les notes des FGD, des KII et des SSI dans une matrice Excel des thèmes de recherche. Les données quantitatives ont été croisées à l'aide du logiciel statistique pour les sciences sociales (SPSS). Les résultats quantitatifs et qualitatifs ont ensuite été triangulés pour déterminer les principales conclusions. Tout au long de ce document, des références sont faites aux différentes sources de données utilisées dans des notes de bas de page, en utilisant un code de référence qui garantit l'anonymat du répondant et un qualificatif qui permet aux lecteurs d'identifier le point de vue des répondants (par exemple, *KII7, praticien humanitaire*).

### Limites des données collectées

#### Problèmes de sécurité

L'équipe de recherche a utilisé une approche d'échantillonnage de convenance plutôt qu'une approche d'échantillonnage aléatoire en raison de problèmes pratiques de sécurité. Les risques de sécurité ont été évalués quotidiennement afin de déterminer quelles communautés pouvaient être échantillonnées en toute sécurité. Les plans ont été adaptés en fonction de l'évolution de la situation, ce qui signifie que les équipes d'enquête ont parfois quitté des villages prématurément ou les ont entièrement ignorés. Par conséquent, les communautés visitées ne sont pas représentatives de l'ensemble du programme CVA d'IRC et ne représentent qu'une petite partie de l'ensemble du programme numérique CVA d'IRC au Niger, certaines communautés n'en étant qu'aux premiers stades de la réception des e-vouchers.



### Limites d'accès

L'accès physique à certaines communautés a également été limité en raison d'inondations pendant la saison des pluies, ce qui a nécessité de retarder les visites sur le terrain et d'adapter les horaires quotidiens. Au niveau communautaire, les chercheurs ont signalé des difficultés à accéder aux répondants qui travaillaient dans leurs champs ou qui ont dû interrompre l'enquête pour retourner dans leurs champs.

### Réticence des potentiels répondants

Les fournisseurs privés partenaires des programmes CVA d'IRC étaient difficiles à joindre, en particulier les grossistes. L'équipe de recherche a tenté de contacter directement la plupart des grossistes à l'aide des coordonnées obtenues par IRC ou les dirigeants communautaires. Aucun grossiste n'a accepté de participer à une interview. Au lieu de cela, l'équipe de recherche de SH a mené des SSI avec neuf fournisseurs individuels mis en place par IRC. Au cours de ces entretiens, les fournisseurs se sont montrés réticents à faire part des difficultés liées à la participation aux programmes CVA d'IRC et n'ont pas voulu partager des informations spécifiques sur leurs contrats avec IRC. Si l'équipe de recherche n'a pas pu conclure à la raison de la difficulté à obtenir le consentement des grossistes, deux hypothèses peuvent être avancées : 1) certains fournisseurs ont pu mal interpréter les objectifs de la recherche et craindre un risque de sanction ; 2) certaines critiques de la communauté ont pu atteindre les grossistes, qui ne souhaitaient pas nécessairement en discuter avec des tiers. Le fait de ne s'adresser qu'aux fournisseurs a limité les données recueillies concernant les acteurs de la chaîne de valeur et les impacts du CVA sur le marché.

### Défauts d'échantillonnage et données manquantes

Le questionnaire de l'enquête a été révisé au cours de l'enquête pilote, ce qui a entraîné l'ajout de questions supplémentaires au questionnaire. Ces questions supplémentaires n'ont donc pas été abordées par tous les répondants.



### III. Contexte

#### *Utilisation de l'aide en espèces et des bons d'échange*

Alors que l'aide en nature constitue la majeure partie de l'aide humanitaire dans le monde, le CVA gagne rapidement du terrain parmi les donateurs et les praticiens. Entre 2014 et 2020, la part du CVA dans le total de l'aide humanitaire distribuée est passée de 5 % à 20 %.<sup>14</sup> Le CVA comprend différentes modalités de distribution, notamment les bons d'achat papier et électroniques, l'argent mobile et l'argent contre travail. Le CVA numérique fait référence à un large éventail d'options qui ne reposent pas sur le papier, qu'il s'agisse de systèmes à base de cartes, de technologie biométrique ou de systèmes basés sur la téléphonie mobile utilisant soit des coupons mobiles, soit de l'argent mobile. Du point de vue des praticiens, le CVA vise à être plus qu'un remplacement de l'aide en nature, avec le potentiel d'améliorer l'agence et l'autonomie des bénéficiaires. Pour les donateurs, le CVA et ses applications numériques sont particulièrement intéressants pour leur rapport coût-efficacité : elles permettent souvent d'atteindre plus de personnes avec moins de ressources.

D'autres études ont montré que les coûts logistiques associés à la distribution en nature représentent près de 80 % des coûts totaux des opérations de secours en cas de catastrophe.<sup>15</sup> Le CVA peut réduire les coûts en supprimant la majorité des coûts de transport, d'entreposage et de distribution.<sup>16</sup> D'autres réductions de coûts liées au CVA peuvent provenir du paiement en gros et de la réduction des exigences administratives. Parallèlement, de nouveaux coûts peuvent apparaître, notamment l'embauche de spécialistes techniques (en espèces), le matériel d'impression et les tablettes ou scanners pour les solutions numériques.<sup>17</sup> Pour les bénéficiaires du CVA, l'assistance numérique en espèces offre la possibilité d'effectuer des paiements fiables en temps voulu une fois les systèmes mis en place, d'améliorer la sécurité en évitant de transporter de l'argent liquide, et d'agir en fonction des préférences des bénéficiaires.<sup>18</sup> Si les applications numériques du CVA se sont multipliées ces dernières années et ont fait l'objet d'une attention accrue pendant la pandémie de COVID-19, les données et les recherches disponibles centrées sur les avantages des solutions numériques pour les bénéficiaires restent rares.<sup>19</sup>

Deux modalités de paiements numériques ont été introduites au Niger à ce jour : les e-vouchers (cartes électroniques utilisées pour échanger des bons) et les transferts d'argent mobile, les bénéficiaires recevant des fonds par le biais de téléphones mobiles et les retirant à l'agence de transfert. IRC utilise actuellement des bons électroniques avec le soutien de Mastercard, tandis que d'autres organisations mettant en œuvre le CVA utilisent l'agence de transfert Al-Izza pour distribuer des bons ou de l'argent liquide. IRC ne met actuellement pas en œuvre d'interventions liées à l'argent mobile.

---

<sup>14</sup> CaLP, 2018.

<sup>15</sup> Van Wassenhove, 2006

<sup>16</sup> Margolies et Hoddinott, 2015

<sup>17</sup> Lewin et al., 2018, Tappis et Doocy, 2018.

<sup>18</sup> Vogel et al, 2022

<sup>19</sup> Vogel et al, 2022, Aker et al, 2016



## Le contexte humanitaire au Niger

Le Niger traverse actuellement une crise prolongée, dont la région de Diffa illustre les effets. Les impacts entremêlés des urgences humanitaires, des crises chroniques et de l'extrême pauvreté sont difficiles à distinguer. Selon la FICR, l'insécurité alimentaire (phases 3 à 5 de l'IPC) au Niger touche entre 2,3 et 3,3 millions d'individus en juillet 2022.<sup>20</sup> Le taux de pauvreté de 41,8%<sup>21</sup> est alimenté et exacerbé par le chômage, l'instabilité sécuritaire, la dégradation de l'environnement telle que les feux de brousse et les inondations récurrentes, ainsi que les chocs cycliques, qui ont tous un impact négatif sur les moyens de subsistance. Le contexte sécuritaire continue de se dégrader, avec une augmentation des groupes d'opposition armés (AOG) attaquant les positions militaires/gouvernementales et kidnappant et rançonnant les civils.

Depuis 2014, le contexte à Diffa et Maine Soroa a considérablement évolué. L'insécurité, résultant de la présence croissante de Boko Haram et d'autres groupes armés, est une préoccupation visible aux portes des capitales régionales. Couplée aux conséquences directes du changement climatique, l'insécurité a fait de ces deux régions un hotspot de déplacement : réfugiés du Nigéria, populations déplacées par le climat et par les conflits, rapatriés d'autres régions ou provinces, rapatriés des pays voisins et même d'Europe se mêlent aux communautés d'accueil. La région de Diffa est marquée par une forte migration, un contexte sécuritaire fragile et un environnement fragile négativement impacté par le changement climatique.<sup>22</sup> Selon les chiffres du HCR d'août 2021, la population migrante est particulièrement complexe et diverse à Diffa. Environ 130 000 réfugiés nigériens se sont installés dans la région, principalement dans les départements de Bosso et Diffa.<sup>23</sup> De nombreux Nigériens anciennement basés au Nigeria sont retournés dans la région de Diffa, bien que des données spécifiques sur cette migration fassent défaut. Du côté tchadien de la région, des mouvements en provenance des îles du lac Tchad se sont rendus dans les régions de Koudo, Kindilla et Kindjadi au Niger. En outre, plus de 120 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) ont été enregistrées à Diffa et, en août 2022, plus de 35 000 PDI étaient rentrées chez elles dans la région. En tant que région essentiellement rurale, les moyens de subsistance à Diffa reposent sur l'agriculture, l'élevage et la pêche dans le bassin du lac Tchad.<sup>24</sup> En mai 2022, Diffa était toujours classée IPC 3, ce qui indique une crise de sécurité alimentaire,<sup>25</sup>. Les groupes marginalisés tels que les personnes déplacées et les femmes sont particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire en raison d'un accès réduit à la terre, aux intrants agricoles et aux moyens de subsistance.<sup>26</sup>

Avec l'augmentation de l'activité des insurgés dans la région de Diffa, les autorités centrales nigériennes ont déclaré l'état d'urgence pendant des mois à la fois depuis 2015, alors que la situation sécuritaire fluctue. Cette implication permanente du gouvernement central a consolidé le pouvoir, conduisant à la promulgation de mesures qui ont eu de graves conséquences sur les populations locales, notamment la mise en place de postes de contrôle, la fermeture de routes et de marchés locaux, et

<sup>20</sup> [Niger : Crise d'insécurité alimentaire, appel d'urgence](#)

<sup>21</sup> [Banque mondiale - Aperçu du Niger](#)

<sup>22</sup> OCHA, 2021, Droits de l'homme, changement climatique et migration au Sahel, OHCHR, 2021 : <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2021-11/HR-climate-change-migration-Sahel.pdf>.

<sup>23</sup> HCR Niger, Population relevant de la compétence du HCR, juillet 2022 : <https://data.unhcr.org/en/documents/details/94761>

<sup>24</sup> Sènakpon Fidèle Ange Dedehouanou et Abdelkrim Araar, Gender, entrepreneurship and food security in Niger, Review of Development Economics, Volume 24, Issue 3, 2020 : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/rode.12657>

<sup>25</sup> Appel d'urgence de la FICR mai 2022

<sup>26</sup> Cependant, les personnes déplacées et les réfugiés ont souvent un accès restreint aux terres, aux transports, aux outils ou aux ressources nécessaires à la poursuite de ces activités. Par exemple, 4% des ménages de réfugiés à Diffa occupent des locaux sans le consentement du propriétaire (OCHA, 2021, p.61).

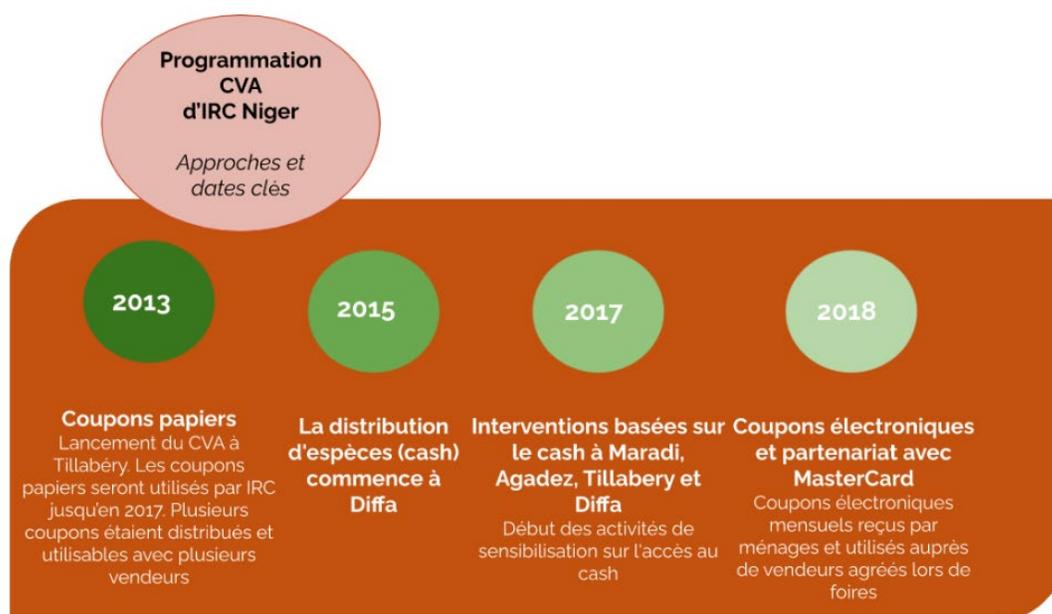


l'interdiction des motos, qui sont un mode de transport courant dans la région. Pour les interventions du CVA, la déclaration d'urgence dicte les processus de sélection des fournisseurs (abordés dans la section Acteurs et rôles de la chaîne de valeur ci-dessous).

## Programmation du CVA d'IRC au Niger

IRC travaille au Niger depuis 2013, fournissant une aide d'urgence vitale aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil. IRC a été un pionnier du CVA au Niger, mettant en œuvre son premier programme CVA en 2013. Depuis lors, le nombre d'organisations déployant des projets basés sur le CVA a été multiplié par quatre.<sup>27</sup> En 2018, IRC a initié un partenariat avec Mastercard permettant un passage total du papier aux solutions numériques, y compris les coupons numériques.

Figure 4 : Evolution des modalités CVA d'IRC



Depuis 2015, IRC a soutenu 71 770 ménages avec une aide en espèces et/ou sous forme de bons dans la région de Diffa au Niger, couvrant à la fois l'aide en espèces pour l'aide d'urgence ainsi que les réponses de relèvement précoce. Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la programmation incluse dans cette étude de recherche.

<sup>27</sup> OCHA, 2022, p.43



**Tableau 1 : Programmes IRC inclus dans cette étude de recherche**

Nom du projet	Modalités de CVA	Domaine(s) de mise en œuvre	Nombre de ménages	Période	Valeur du projet (USD)	Donateur
Aide alimentaire vitale à Diffa, au Niger	Bons de caisse et bons de papier	Diffa	4,000	2015-2016	3,000,000	FFP/USAID
Aide alimentaire vitale à Diffa, au Niger	Chèques électroniques	Diffa	4,000	2016-2017	2,700,000	
Soutien multisectoriel aux ménages vulnérables à Diffa, Niger	Bons papier et bons électroniques	Diffa	1,210	2017-2018	Inconnu	OFDA
Aide alimentaire vitale à Diffa, au Niger	Chèques électroniques	Diffa	3,300	2017-2018	2,500,000	FFP/USAID
Aide alimentaire vitale à Diffa, au Niger	Chèques électroniques	Diffa	3,400	2018-2019	2,800,000	
Soutien multisectoriel aux ménages vulnérables à Diffa, Niger	Chèques électroniques	Diffa	3,365	2018-2019	3,236,425	OFDA
Aide alimentaire vitale à Diffa, au Niger	Chèques électroniques	Diffa	2,405	2019-2020	2,000,000	FFP/USAID
Soutien multisectoriel aux ménages vulnérables à Diffa, Niger	Chèques électroniques	Diffa	900	2019-2021	Inconnu	OFDA
Programme d'assistance alimentaire pour les ménages déplacés et affectés par les chocs climatiques à Diffa, Niger	Chèques électroniques	Diffa	3,700	2020-2021	2,000,000	FFP/USAID
Soutien intégré aux ménages vulnérables touchés par le conflit et les chocs climatiques à Diffa et Maradi	Espèces, coupons papier et coupons électroniques	Diffa, Maradi	45,490	2021-2023	9,000,000	BHA/USAID



## Critères de ciblage d'IRC

IRC utilise les trois indicateurs suivants pour identifier les ménages vulnérables qui seront bénéficiaires du CVA :

- **L'indice réduit des stratégies d'adaptation (rCSI)** est une version simplifiée de l'indicateur complet de l'indice des stratégies d'adaptation et constitue un indicateur indirect de l'insécurité alimentaire des ménages. L'outil prend en compte à la fois la fréquence et la gravité de cinq stratégies d'adaptation présélectionnées utilisées par le ménage se souvenant d'une période de sept jours. Les cinq stratégies d'adaptation comprennent : i) le recours à des aliments moins chers et moins appréciés, ii) l'emprunt d'aliments ou le recours à des amis/parents, iii) la limitation de la taille des portions au moment des repas, iv) la priorité donnée à l'alimentation des enfants sur celle des adultes, et v) la réduction du nombre de repas pris dans la journée. Ces éléments sont multipliés par le "poids de sévérité", qui va d'un à trois, trois indiquant une utilisation intensive des stratégies d'adaptation et un indiquant une utilisation non intensive.
- Le **score de consommation alimentaire (FCS)** est calculé sur la base de la fréquence de consommation de différents groupes d'aliments dans un ménage au cours des sept jours précédant l'enquête. La liste des aliments comprend 10 à 25 éléments qui sont multipliés par un poids spécifique en fonction de leur groupe, le score le plus élevé pouvant être atteint étant 112.
- **L'échelle de la faim dans les ménages (HHS)**, directement dérivée de l'échelle d'accès à l'insécurité alimentaire des ménages, consiste en trois questions sur l'occurrence et trois questions sur la fréquence de l'occurrence, rappelant une période de 30 jours, pour évaluer les expériences les plus graves d'insécurité alimentaire. Le HHS total va de zéro à six, la faim sévère étant représentée par la fourchette de quatre à six.

## Contextualisation de la vulnérabilité à Diffa

L'étude a recueilli des données sur les principaux domaines de vulnérabilité afin de mieux définir les conditions et le contexte des communautés et des ménages échantillonnés. Les tableaux 3 à 5 présentent des données générales sur le statut de bénéficiaire d'aide des répondants à l'enquête, le type d'aide reçue et, le cas échéant, le type de CVA reçu.

**Tableau 2 : Répondants à l'enquête (n=631) par aide reçue (ou non)**

Caractéristiques de la population de l'enquête	Fréquence	Pourcentage
Nombre de ménages enquêtés	631	
Nombre de ménages enquêtés qui n'ont reçu aucune aide	158	25%
Nombre de ménages interrogés ayant reçu une aide	473	75%
Nombre d'hommes interrogés	272	43%
Nombre de femmes interrogées	359	57%



**Tableau 3 : Type d'assistance reçue (n=473)**

Type d'assistance	Fréquence	Pourcentage
CVA	421	89%
Urgence (eau, nourriture, transport)	337	71%
Abri et logement	110	23%
Traitement médical	34	7%
Assainissement et hygiène	22	4%
Autres (documentation juridique, subventions de démarrage, formation, alphabétisation des adultes)	10	2%

**Tableau 4 : Type de CVA reçu (n=421)**

Type de CVA reçu	Bénéficiaire (fréquence - n=421) <sup>28</sup>	Pourcentage de bénéficiaires du CVA (n=421)	Pourcentage du total des ménages interrogés (n=631)
Direct Cash	274	65%	43%
CVA papier	128	30%	20%
CVA numérique (Mastercard)	68	16%	11%
Argent mobile	11	3%	2%

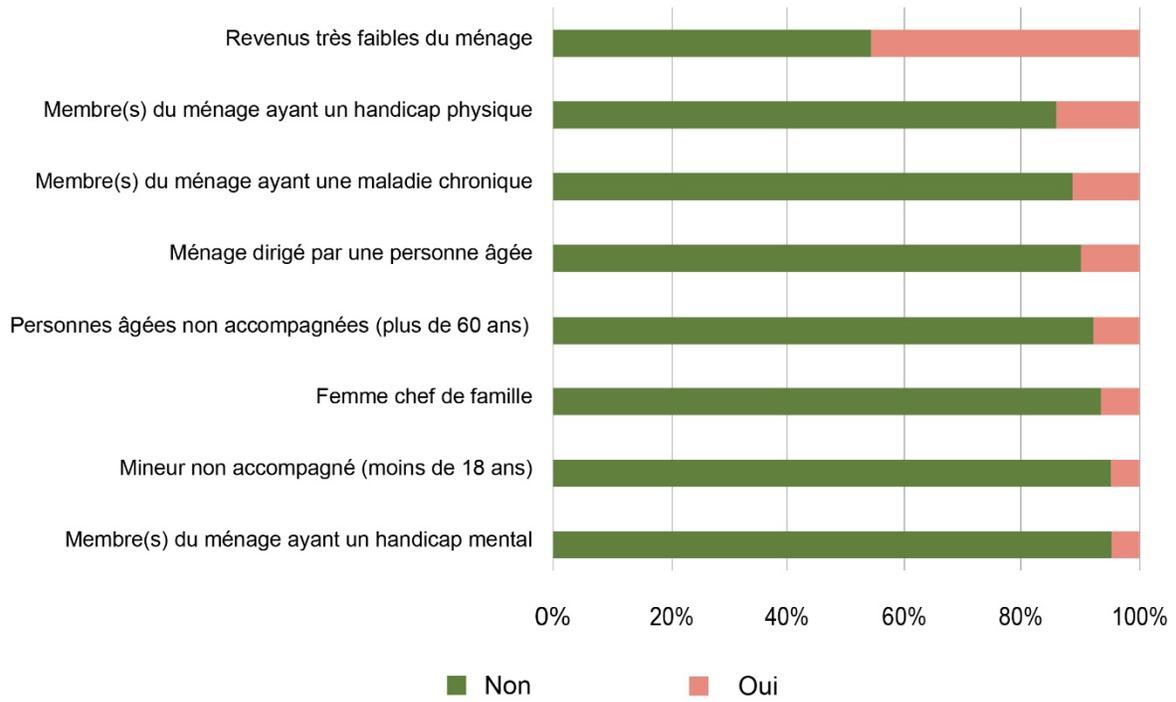
Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont indiqué que les communautés sont souvent marquées par de multiples vulnérabilités. Sur les 631 ménages interrogés, 75% ont mentionné une ou plusieurs des conditions communes de vulnérabilité dans la figure ci-dessous. Des informations ont également été recueillies auprès des ménages bénéficiaires du CVA et non bénéficiaires du CVA sur les abris familiaux, l'accès à l'eau courante et l'utilisation de mécanismes d'adaptation négatifs (travail et mariage des enfants). Il existe d'autres types de vulnérabilité, comme le fait d'avoir survécu à la violence sexiste, que cette enquête n'a pas cherché à examiner et qui ne sont pas reflétés dans la figure 5 ci-dessous.

Les bénéficiaires du CVA et les non-bénéficiaires du CVA n'apparaissent pas catégoriquement différents en termes de conditions de vie, de statut de sécurité alimentaire et d'autres formes de vulnérabilité, comme le montre le tableau 6. A ce jour, IRC concentre ses approches et critères de ciblage sur la sécurité alimentaire (voir les critères de ciblage d'IRC dans la section ci-dessus).

<sup>28</sup> Certains répondants ont déclaré avoir reçu plus d'une forme d'assistance.



Figure 5 : Catégories de vulnérabilité au niveau des ménages (n=631)



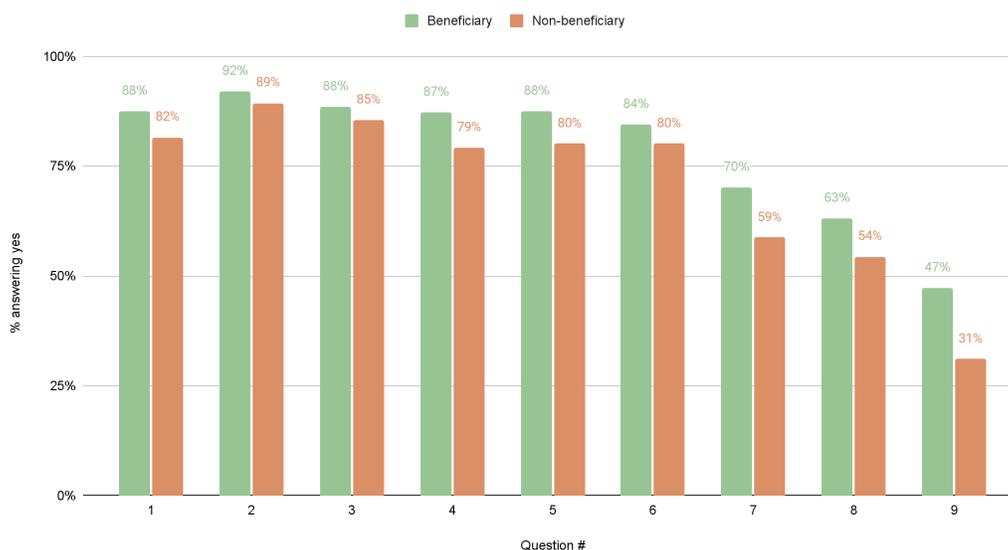
Crédit photo : Samuel Hall



**Tableau 5 : Accès à des logements salubres, combustibles de cuisson, sources d'eau et travail des enfants en fonction de la réception, ou non, de CVA**

	Vivent dans des abris précaires (%)	Utilisation du bois (%)	Accès à l'eau courante (%)	Travail des enfants (%)	Le mariage des enfants (%)
Bénéficiaire CVA	53%	70%	41%	57%	19%
Non-bénéficiaire	36%	76%	47%	45%	14%

**Figure 6 : Sécurité alimentaire des bénéficiaires de CVA vs non-bénéficiaires**



### Clé des questions

- Avez-vous eu peur que votre foyer n'ait pas assez de nourriture ?
- Est-ce que vous ou un membre du ménage n'avez pas pu manger les types d'aliments que vous préférez en raison du manque de ressources ?
- Au cours des 4 dernières semaines (30 jours), est-ce que vous ou l'un des membres du foyer avez dû manger une variété limitée de nourriture en raison du manque de ressources ?
- Avez-vous, ou quelqu'un de votre foyer, dû manger des aliments que vous ne vouliez vraiment pas manger en raison d'un manque de ressources pour obtenir d'autres types d'aliments ?
- Avez-vous, ou quelqu'un de votre foyer, dû manger un repas plus petit que celui dont vous pensiez avoir besoin parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ?
- Est-ce que vous ou un membre de votre foyer avez dû réduire le nombre de repas dans une journée parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ?
- Votre foyer a-t-il déjà été privé de toute forme de nourriture en raison d'un manque de ressources pour s'en procurer ?
- Est-ce que vous ou un membre du foyer vous couchez le soir en ayant faim parce qu'il n'y a pas assez de nourriture ?
- Est-ce que vous ou un membre du foyer avez passé une journée et une nuit entières sans rien manger parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ?



## *Acteurs et rôles de la chaîne de valeur*

Afin de s'engager dans des activités humanitaires dans une région donnée du Niger, un accord-cadre au niveau national est d'abord signé entre les agences de mise en œuvre et les autorités de l'État nigérien, qui définit les objectifs de l'intervention, les bénéficiaires du programme et les stratégies opérationnelles.<sup>29</sup> Pour les états comme Diffa où l'état d'urgence a été déclaré, les autorités nationales et étatiques sont plus étroitement impliquées dans la mise en œuvre. Cette implication étroite comprend la sélection par le gouvernement de grands grossistes, qui choisissent ensuite les fournisseurs à distribuer et/ou travaillent en étroite collaboration avec les agences de mise en œuvre.<sup>30</sup> Par conséquent, les grossistes sont souvent, sinon toujours, les mêmes acteurs dans toutes les interventions humanitaires, car ils sont soutenus par des contrats cadres avec les agences gouvernementales.<sup>31</sup> Certains informateurs clés ont mentionné que les fournisseurs à grande échelle sélectionnés ont tendance à être des acteurs économiques aisés dans la région et que leur participation aux interventions peut être liée aux préférences politiques au niveau régional.



*Crédit photo : Samuel Hall*

---

<sup>29</sup> KII 17, personnel humanitaire d'IRC

<sup>30</sup> KII 3, personnel humanitaire d'IRC

<sup>31</sup> KII 3, personnel humanitaire d'IRC et KII 16, coordinateur de terrain.



La figure ci-dessous résume les principaux acteurs directs de la chaîne de valeur et leurs rôles dans le processus du CVA au Niger. En raison des difficultés décrites dans la section "Limites de la collecte de données" ci-dessus, tous les acteurs n'ont pas été interrogés pour cette étude. La figure ci-dessous indique les acteurs qui ont été interrogés et ceux qui ne l'ont pas été.

**Figure 7 : Chaîne de valeur simplifiée des interventions CVA avec les principaux acteurs et leurs rôles.**

DONNEURS	GOUVERNEMENT	PRATICIENS DU CVA	GROSSISTES ET VENDEURS	CHEFS DE VILLAGE	POINT FOCAL COMMUNAUTÉ
Financement des interventions CVA.  <i>Pas interrogés.</i>	Supervision du CVA par les politiques et réglementations.  <i>Pas interrogés.</i>	Conception et mise en œuvre technique et opérationnelle du CVA.  <i>Interrogés.</i>	Fourniture de marchandises aux vendeurs ou aux destinataires.  <i>Vendeurs interrogés, grossistes pas interrogés.</i>	Soutien dans l'identification des bénéficiaires, la mise en œuvre, ainsi que le suivi et la résolution des conflits.  <i>Pas interrogés.</i>	Suivi des nouveaux ménages déplacés, suivi post-intervention, soutien des vendeurs dans les communautés.  <i>Pas interrogés.</i>



## IV. Conclusions

*Conclusions 1 : les bénéficiaires du CVA préfèrent l'aide en nature, tandis que les praticiens préfèrent les bons d'achat.*

Les répondants à l'enquête et les personnes interrogées dans les groupes de discussion ont indiqué une préférence principale pour l'aide en nature et une préférence secondaire pour une combinaison d'aide en espèces et en nature. Les praticiens interrogés ont indiqué une préférence pour les bons électroniques. Ces préférences sont examinées plus en détail dans cette section.

**Tableau 6 : Selon vous, quelle modalité d'assistance est la plus pertinente pour votre ménage et le contexte ici ?**

Type de répondants (sexe et participation au programme CVA d'IRC) vs. modalités d'assistance		Assistance en nature	Combinaison d'aide en espèces et en nature	Paiement direct en espèces	Bons numériques (via Mastercard)	Bons en papier	Combinaison de bons d'achat électroniques et en nature	Argent mobile
Bénéficiaires CVA	Homme	44%	24%	17%	7%	5%	2%	1%
	Femme	55%	28%	13%	1%	1%	1%	1%
	Combiné	50%	26%	16%	3%	3%	1%	1%
non-bénéficiaires	Homme	50%	18%	21%	7%	3%	1%	0%
	Femme	41%	34%	16%	4%	3%	1%	1%
	Combiné	46%	27%	18%	5%	3%	1%	0%

### Préférences des bénéficiaires

Tant les bénéficiaires que les non-bénéficiaires du CVA ont indiqué une forte préférence pour l'aide en nature (50 % et 46 % respectivement), suivie d'une préférence pour l'aide en nature combinée à de l'argent (26 % et 27 % respectivement). Ces résultats étaient cohérents entre les sexes, à l'exception des hommes non bénéficiaires du CVA qui préféraient le versement direct d'espèces à la combinaison d'espèces et d'aide en nature (voir le tableau 7 ci-dessus). Ces préférences peuvent s'expliquer par divers facteurs, notamment la dynamique des genres, les niveaux d'alphabétisation, la variabilité du marché et les contextes de sécurité. Chacun de ces facteurs est examiné plus en détail ci-dessous sur le site.



## Dynamique des genres

Les femmes interrogées dans les FGD préfèrent l'aide en nature et ont apporté des nuances à cette préférence. Les personnes interrogées ont indiqué qu'elles ont tendance à dépenser l'aide en espèces pour la nourriture et les besoins du ménage, tandis que les hommes ont tendance à la dépenser pour d'autres priorités jugées moins essentielles par les femmes, notamment les seconds mariages.

*"Mon choix [de modalité d'assistance] est évident et je ne pense pas qu'une autre femme de ce village vous dira le contraire. Nous avons des crises tout le temps, alors quand vous avez la chance d'avoir de l'argent, cela ne sert à rien de le garder.... Nous n'avons aucun contrôle, mais nous avons faim. Manger est la chose la plus importante pour la famille et les enfants."*<sup>32</sup>

En outre, les femmes ont indiqué que l'aide en espèces peut provoquer des tensions au sein du ménage. Une femme l'a exprimé de la manière suivante :

*"Parce que, quand on nous distribue de l'argent, c'est le mari qui accapare tout. Il ne se soucie pas de ses enfants. Il donne simplement une partie à la femme. Mais pour ce qui est de s'occuper du foyer, c'est à la femme de se débrouiller pour nourrir ses enfants."*<sup>33</sup>

Les femmes interrogées ont décrit la tendance culturelle selon laquelle les hommes sont chargés des décisions financières liées à l'argent liquide, les femmes n'étant que rarement consultées sur la manière d'utiliser l'argent liquide pour couvrir les dépenses du ménage. Cependant, comme la migration perturbe les normes sociales, les personnes interrogées ont indiqué qu'un changement se produit, les femmes s'installant dans des espaces non traditionnels et devant s'occuper de tous les achats du ménage.

*"L'accès des femmes aux marchés est limité en raison de la coutume de la région. La femme ne doit pas se trouver là où il y a beaucoup d'hommes. Seules les femmes commerçantes peuvent avoir accès aux marchés."*<sup>34</sup>

*"Je suis célibataire, je m'occupe moi-même de mes affaires. Je vais au marché et quand c'est le moment de chercher du bois de chauffage, c'est moi qui vais dans la brousse pour le chercher. Je m'inquiète de ce qui me permettra de m'occuper de mes enfants. Comme je suis célibataire, c'est ce que je m'engage à faire."*<sup>35</sup>

## Niveaux de littératie financière

Le faible niveau d'éducation - notamment en ce qui concerne l'alphabétisation, les notions de calcul et les connaissances financières - est une autre variable identifiée comme un facteur contribuant aux préférences des bénéficiaires en matière de modalités d'assistance. Le personnel des organisations non gouvernementales (ONG) et les membres de la communauté s'accordent à dire que les bénéficiaires ayant un faible niveau d'éducation ont des difficultés à accéder aux bons d'achat et aux bons électroniques.<sup>36</sup> Quarante-six (46) pour cent des répondants à l'enquête ont une très mauvaise maîtrise de la lecture dans leur langue principale, et 74% affirment qu'il n'y a pas d'accès à l'éducation dans leur foyer. Parmi les répondants à l'enquête, 81% des femmes et 77% des hommes n'ont reçu aucune éducation ou seulement une éducation religieuse. Seuls 18% des femmes et 20% des hommes interrogés ont terminé l'enseignement primaire ou secondaire. Les personnes interrogées ont indiqué qu'il était plus compliqué de récupérer leur argent ou d'utiliser leurs bons d'alimentation lorsqu'elles

<sup>32</sup> FGD 5, femmes réfugiées 28-60

<sup>33</sup> FGD5, femmes de 28 à 60 ans, mélange de PDI et de réfugiés.

<sup>34</sup> FGD3, hommes de 28 à 55 ans, mélange de PDI, de réfugiés et d'hôtes.

<sup>35</sup> FGD5, femmes de 28 à 60 ans, mélange de PDI et de réfugiés.

<sup>36</sup> OCHA, 2022, p.43 ; rapports narratifs d'IRC, KII2, praticien humanitaire.



étaient analphabètes, ce qui peut les conduire à être exploitées ou à se sentir en danger d'être exploitées sur.<sup>37</sup>

*"Je pense que nous pouvons être volés. Parce que pour la plupart d'entre nous qui sommes venus du Nigeria, nous ne connaissons pas beaucoup le CVA. Comme nous ne connaissons pas beaucoup cette monnaie, nous avons toujours peur d'être volés par les prestataires, car même si ce n'est pas fini, ils peuvent nous dire que l'argent du bon est épuisé ou que la valeur de notre bon a diminué à cause de la fluctuation du taux de change."*<sup>38</sup>

### Variabilité du marché

Les personnes interrogées dans le cadre des discussions de groupe ont indiqué qu'une variété de variabilités du marché (variabilité normale et variabilité due à la crise) contribue à leur préférence pour une aide en nature stable, disponible et cohérente. Les types de fluctuations du marché mentionnés par les personnes interrogées sont les suivants :

- l'inflation et la volatilité de la monnaie (franc CFA (FCFA) et naira) ;
- saison agricole, les prix étant plus élevés pendant la période de soudure ;
- l'accès des fournisseurs aux communautés et aux marchés, avec des prix plus élevés et une disponibilité moindre pendant les inondations ou les périodes de prix élevés du gaz.

Les personnes interrogées dans les FGD qui ont reçu une assistance ont également signalé que les acteurs de l'approvisionnement du marché standard ont tendance à transporter et à fournir de plus petites quantités lorsque la situation sécuritaire se détériore, dans le but de minimiser les pertes potentielles dues aux attaques, réduisant ainsi la disponibilité de la nourriture à acheter lorsque les besoins des ménages sont les plus élevés.<sup>39</sup> Les répondants à l'enquête ont indiqué que l'aide en nature fournie par les praticiens contribue à accroître les approvisionnements en temps de crise ou de hausse des prix, permettant aux ménages d'accéder à la nourriture lorsque son coût est autrement prohibitif ou qu'elle n'est pas disponible sur les marchés locaux en raison de la réduction des quantités transportées vers les marchés locaux. Cela se reflète dans la préférence des répondants pour l'aide en nature (50 % des bénéficiaires de la SRI et 46 % des autres répondants à l'enquête, comme le montre le tableau 7 ci-dessus).

### Sécurité et préférences

Les chefs de village interrogés ont expliqué que les enlèvements sont fréquents. Les ravisseurs demandant de fortes rançons ont découragé les membres de la communauté de voyager avec de l'argent liquide, et l'infiltration des insurgés dans les communautés a conduit les membres de la communauté à garder moins d'argent liquide chez eux.<sup>40</sup> Ce constat a été confirmé par 11 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête, qui ont exprimé la crainte d'être enlevées (le plus souvent en raison de l'activité de Boko Haram). Les femmes interrogées dans le cadre des discussions de groupe ont noté que ces types de préoccupations en matière de sécurité contribuaient à leur préférence pour les dons en nature. Alors que 88% des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont indiqué se sentir physiquement en sécurité là où elles vivent, les femmes interrogées dans les FGD

<sup>37</sup> FGD 7 (femmes déplacées/réfugiées de 20 à 35 ans), FGD 9 (femmes hôtes/DPI/réfugiées de 32 à 48 ans), SSI7 et 11 avec les chefs de village.

<sup>38</sup> FGD5, femmes de 28 à 60 ans, mélange de PDI et de réfugiés.

<sup>39</sup> FGD2, femmes hôtes/IDP/réfugiés 18-32

<sup>40</sup> SSI5 chef de village masculin



ont noté que les marchés éloignés, souvent dans la brousse, sont moins sûrs à cause des bandes armées qui attaquent les gens sur les routes.

### Préférences des praticiens

Les acteurs humanitaires interrogés ont fait état d'améliorations significatives dans l'exécution des activités depuis le déploiement des bons électroniques.<sup>41</sup> Les procédures de préparation et de distribution des bons sont simplifiées : au lieu de transporter plusieurs bons en papier de différentes valeurs vers les bénéficiaires, chaque bénéficiaire reçoit une carte nominative qui est automatiquement créditée du montant du bon correspondant. Les partenariats avec des fournisseurs externes normalisent les processus et éliminent les défis logistiques présentés par les distributions en nature. Du point de vue d'IRC, l'utilisation des bons électroniques a eu un impact positif global sur la mise en œuvre des interventions CVA, avec un soutien logistique moins important et une sécurité accrue pour les bénéficiaires.<sup>42</sup>

Les praticiens interrogés s'accordent à dire que la combinaison de paquets d'aide en nature et en espèces peut être préférable dans certaines situations.<sup>43</sup> Ces "approches par paquets" offrent aux ménages la possibilité de répondre à leurs besoins immédiats et de soutenir des activités génératrices de revenus (AGR). Cette modalité peut accroître la capacité des participants au programme à contracter des prêts et à investir davantage dans une AGR pendant que les besoins alimentaires sont couverts, ce qui permet d'utiliser l'argent pour répondre à d'autres besoins ou activités.<sup>44</sup> Cependant, les praticiens ont fait état de difficultés à obtenir un financement qui permettrait une plus grande flexibilité dans la fourniture d'une aide combinée en espèces et en nature (voir la section Discussion et recommandations ci-dessous).

*"Nous avons l'habitude de combiner l'argent inconditionnel aux AGR, mais cela fait deux ans que nous n'avons pas mis en œuvre d'AGR car nous n'avons pas assez de fonds pour cela." <sup>45</sup>*

*"La durée des projets est difficile à négocier, l'argent liquide n'est qu'un palliatif sur un projet particulier. Il y a des programmes qui durent 24 mois, comme les filets sociaux, mais avec des budgets beaucoup plus réduits. Si j'étais un donateur, je ne donnerais pas d'argent brut, ni de bons d'achat bruts. Je préfère les approches globales. Je vois l'argent liquide comme une solution à un problème particulier dans un projet, il peut s'agir de WASH, de nutrition, etc. Vous devez toujours combiner l'argent liquide avec quelque chose : des activités en nature ou des AGR. Par exemple, la FAO a un programme "cash plus". Dans les situations d'urgence cependant, comme les crises de déplacement, les mouvements très récents ou les personnes en transit, l'argent brut peut être une bonne solution." <sup>46</sup>*

## Constat 2 : évolution vers les plateformes numériques

Alors que les bons d'achat en espèces et en papier sont le mécanisme de modalité de CVA le plus répandu au Niger (58% des répondants à l'enquête d'IRC et 39% des répondants non IRC ont indiqué que c'est ainsi qu'ils recevaient leur aide), il y a un intérêt croissant pour les solutions numériques de la

<sup>41</sup> KII1 (responsables d'IRC), KII2 (spécialiste en trésorerie d'IRC), KII3 (directeur adjoint d'IRC)

<sup>42</sup> KII1, gestionnaires d'IRC, et KII2, spécialistes de la trésorerie d'IRC

<sup>43</sup> KII5, praticien humanitaire, KII16, praticien local

<sup>44</sup> KII2, KII5 praticiens de l'humanitaire.

<sup>45</sup> KII17, praticien de l'humanitaire.

<sup>46</sup> KII1, praticiens d'IRC



part des organisations internationales à but non lucratif opérant au Niger.<sup>47</sup> Au cours des KII et des SSI, les praticiens ont noté la tendance vers les bons numériques et les avantages perçus pour la distribution de l'aide (voir ci-dessous).

Malgré cet intérêt croissant de la communauté des ONG pour les méthodes numériques, très peu de répondants à l'enquête avaient été exposés aux approches numériques au moment de l'enquête.<sup>48</sup> Parmi les participants au programme CVA d'IRC interrogés, 26% avaient utilisé des bons numériques Mastercard. Seuls 19% des bénéficiaires du CVA hors IRC avaient utilisé un bon numérique similaire. Seuls 3 % des répondants d'IRC et 1 % des répondants hors IRC avaient utilisé de l'argent mobile via leur téléphone. Ces faibles chiffres reflètent à la fois les limites de l'échantillonnage dues aux problèmes de sécurité et l'introduction relativement récente des bons numériques dans la région.

Interrogés sur leur préférence pour les modes d'aide numériques par rapport aux méthodes plus familières, les bénéficiaires du CVA ont continué à exprimer une préférence pour les bons en papier ou l'aide en nature, comme le montre le tableau 7 de la conclusion 1 ci-dessus. Seuls 5 % des répondants à l'enquête ont indiqué une préférence pour les bons numériques.

La faible préférence des bénéficiaires du CVA pour le numérique a été partiellement expliquée lors des discussions de groupe. Les personnes interrogées ont indiqué qu'elles étaient mal à l'aise face à une technologie peu familière et ont noté que leur faible niveau d'alphabétisation représenterait un défi important pour elles.<sup>49</sup> Le manque de connaissances financières a également été mentionné comme un obstacle à leur utilisation des modalités numériques et une raison de leur méfiance.<sup>50</sup>

Bien qu'il y ait une divergence de préférence entre les praticiens et les participants, les deux groupes s'accordent à dire que dans des contextes de sécurité dégradés où le risque de vol d'argent liquide est élevé, les bons numériques offrent des avantages importants. Les praticiens ont noté lors des entretiens que les montants des bons numériques ne sont connus que des bénéficiaires et ne peuvent être échangés que moyennant un contrôle d'identité, ce qui les rend plus sûrs que l'argent liquide ou l'aide en nature qui peuvent être volés.<sup>51</sup> Malgré tout, les entretiens avec les praticiens ont fait apparaître les mêmes difficultés structurelles de mise en œuvre que celles relevées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) dans son Plan de réponse humanitaire 2022 concernant le système de bons numériques, notamment :

- le manque d'infrastructures adéquates dans les zones reculées,
- réseau mobile peu fiable,
- des niveaux élevés d'analphabétisme parmi les bénéficiaires, et
- des règlements financiers limités.

IRC a donné la priorité à la recherche de solutions pour nombre de ces défis grâce à son partenariat avec Mastercard. Le retour d'information du personnel d'IRC sur les problèmes d'infrastructure a conduit Mastercard à améliorer les systèmes de lecture des bons afin de prendre en compte la poussière et les risques d'endommagement précoce des dispositifs de lecture de cartes. Des mesures strictes de protection et de confidentialité des données ont également été mises en place et discutées avec les vendeurs, ce qui semble avoir amélioré la perception de leur utilisation, selon les témoignages d'IRC. La réduction des coûts logistiques, la rationalisation du déploiement et la diminution du risque que les

<sup>47</sup> FGD6, femmes mixtes IDP/réfugiées 34-50 ; FGD8, femmes IDP 32-60

<sup>48</sup> FGD6, femmes mixtes IDP/réfugiées 34-50 ; FGD8, femmes IDP 32-60 ; FGD9, femmes mixtes hôtes/ IDP/réfugiées 32-48.

<sup>49</sup> FGD6, femmes mixtes IDP/réfugiées 34-60, FGD8, hommes IDP 32-60, FGD9, femmes mixtes IDP/hôtes/réfugiées 32-48.

<sup>50</sup> FGD2, femmes hôtes/ IDP/ réfugiés 18-32, FGD8, hommes IDP 32-60, KII2 praticien humanitaire IRC

<sup>51</sup> KII6, praticien de l'humanitaire



fonds ne parviennent pas aux bénéficiaires prévus font que les praticiens préfèrent les coupons numériques.<sup>52</sup> Avec le soutien de Mastercard qui fournit l'infrastructure (lecteurs et cartes), des solutions aux problèmes d'infrastructure sont testées.

---

<sup>52</sup> Rapports narratifs d'IRC, KII2, praticien de l'humanitaire.



## V. Discussion et recommandations

En raison des limites de l'échantillonnage et de l'accès aux communautés en raison de l'insécurité et des conditions météorologiques, l'étude a révélé quelques idées et observations qui n'ont pas atteint le niveau d'une conclusion étayée par des données, mais qui indiquent néanmoins des domaines de discussion et de recherche future.

### *Perception du ciblage et transparence*

La vulnérabilité est endémique et chronique à Diffa et Maine Soroa, compliquée ces dernières années par les impacts d'une pandémie mondiale et de l'inflation mondiale (voir la section Contextualisation de la vulnérabilité ci-dessus pour les données recueillies dans le cadre de cette enquête sur les conditions de vie, la sécurité alimentaire et les indicateurs communs de vulnérabilité). Tous les membres de la communauté, indépendamment de leur statut migratoire et de leur historique d'assistance, sont exposés à des risques qui menacent leur survie ou leur développement : insécurité et violence, insécurité alimentaire, mauvaise alimentation et régime alimentaire, mauvaises pratiques en matière d'hygiène et de santé, absence de structures éducatives, manque d'opportunités de moyens de subsistance et stratégies d'adaptation néfastes (mariage précoce et travail des enfants). Dans ce contexte, la question du ciblage est essentielle : il doit être perçu comme juste, équitable, flexible et donc acceptable. Si l'analyse quantitative montre que les répondants sont satisfaits du ciblage (98% des répondants à l'enquête indiquent qu'ils peuvent trouver les biens qu'ils souhaitent et dont ils ont besoin), les discussions de groupe ont souvent soulevé des soupçons de favoritisme ou de conflits d'intérêts de la part de ceux qui identifient les bénéficiaires du CVA dans les communautés.<sup>53</sup>

*"Parfois, le comité et les villageois ont un différend parce que les membres du comité donnent des bons à leurs proches." <sup>54</sup>*

*"Une fois, le chef du village a désigné toutes les femmes de sa famille comme bénéficiaires."*

**Recommandations :** *Les suspicions et les perceptions reflétées dans les réponses à l'enquête renforcent l'importance de concevoir des interventions CVA aussi transparentes que possible. Ceci implique les actions suivantes :*

- *Identifier et cartographier à l'avance les vendeurs, les prestataires de services et les acteurs du marché, en comprenant leurs interconnexions, leurs affiliations et leur potentiel en tant que partenaires dans toute intervention du CVA ;*
- *Réaliser une évaluation des coûts et des avantages du recours à différents partenaires financiers, en tenant compte à la fois du rapport coût-efficacité pour les praticiens/fournisseurs et de l'expérience des utilisateurs/ménages ;*
- *Communiquer clairement les critères de sélection et le choix des vendeurs à toutes les parties prenantes, y compris les dirigeants locaux, les communautés et les vendeurs ;*

<sup>53</sup> KII3, acteur humanitaire d'IRC ; KII16, acteur humanitaire du PAM ; SSI12, chef de village.

<sup>54</sup> FGD2, femmes hôtes/IDP/réfugiés 18-32



- Inclure les homologues des autorités locales et les communautés dans le développement des activités de CVA qui répondent aux préférences et/ou expliquer de manière transparente pourquoi certaines préférences peuvent ne pas être prises en compte, en fonction des contextes et des conditions locales ;
- Envisager l'engagement des homologues des autorités locales dans la surveillance des pratiques des vendeurs ;
- Déployer une campagne de communication et de sensibilisation du public simple et accessible avant les phases de ciblage et de distribution initiale ;
- Réviser périodiquement les termes de référence des points focaux communautaires (pour s'assurer que les bénéficiaires et les non-bénéficiaires du CVA comprennent le rôle des points focaux communautaires) et le remplacement des points focaux (en utilisant des mandats ou des cycles courts) pour éviter le développement de modèles d'engagement opaques au fil du temps.

Le manque d'éducation financière est l'un des obstacles mentionnés à l'adoption du CVA, en particulier lors de la transition vers des options numériques. En ciblant les plus vulnérables, le développement et l'utilisation de cours d'éducation financière peuvent augmenter l'adhésion aux interventions de CVA et/ou jeter les bases d'une programmation qui combine le CVA avec des aspects d'inclusion financière, afin d'augmenter la résilience des ménages.

## Partage de l'assistance

Bien qu'aucune conclusion ferme ne puisse être tirée des données de l'étude sur le partage de l'aide, des preuves anecdotiques indiquent que le CVA a pu contribuer à : 1) limiter les tensions sociales, 2) l'assistance atteignant la communauté " entière ", 3) corriger les éventuelles erreurs d'inclusion et d'exclusion dans le ciblage, et 4) établir un filet de sécurité dans les communautés ciblées.

La littérature<sup>55</sup> a montré que les transferts d'argent ont tendance à éroder les systèmes de partage communautaire et que l'aide en nature est plus facilement partagée que l'argent.<sup>56</sup> L'une des raisons pour lesquelles l'aide en nature est plus partagée que l'argent liquide est qu'elle est plus visible au sein de la communauté et plus facilement transférable, contrairement aux bons d'achat.

*"Les familles qui ont accès à des bons ou à de l'argent sont certainement connues au sein de la communauté et les gens savent quand l'argent arrive, mais c'est moins visible. Les gens ne se sentent donc pas obligés de partager." <sup>57</sup>*

Pourtant, cette étude suggère que le contexte à Diffa est différent, puisque plus de 40% des bénéficiaires ont indiqué avoir redistribué une partie de l'aide en espèces qu'ils ont reçue. Les répondants à l'enquête ont déclaré partager l'aide financière qu'ils ont reçue avec leur famille, leurs voisins et/ou les membres de leur communauté, en partageant 5 970 FCFA en moyenne (voir la figure 7 ci-dessous).

Par conséquent, la proportion élevée de répondants à l'enquête ayant déclaré partager l'aide en espèces dans cette étude est remarquable et peut indiquer un lien potentiel entre l'aide et la cohésion

<sup>55</sup> Kardan et al., 2010

<sup>56</sup> Université d'Arizona (2006) Phase II du projet de suivi et d'évaluation du projet de distribution d'argent liquide de Tanout.

<sup>57</sup> Entretien avec le coordinateur Cash d'IRC, juillet 2022.



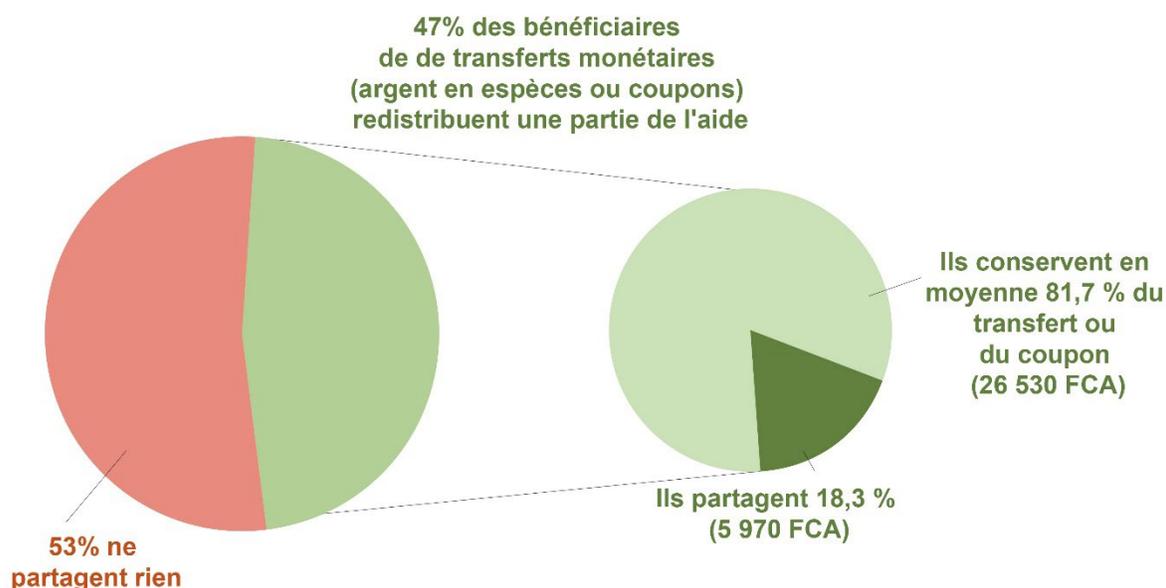
sociale dans ces communautés, tout en atténuant potentiellement les lacunes dans le ciblage des praticiens parmi les populations très vulnérables.

*"Il y a peu de tension ici entre les différents groupes. Nous sommes tous dans la même situation. Nous nous entraisons avec ce que nous avons. Nous ne laissons personne dans le besoin. Réfugiés ou personnes déplacées. Nous sommes tous unis."<sup>58</sup>*

Interrogés sur les conflits communautaires, les participants aux groupes de discussion ont noté de manière anecdotique un sentiment de confiance et d'appartenance entre et parmi les différents groupes qui composent la communauté de Diffa et de Maine Soroa.

*"Niamey s'agite et des lois sont votées pour obliger les gens à rentrer chez eux, pour pousser les Nigériens à rentrer dans leur pays. Mais au fond, nous sommes de la même région, au-delà des frontières, et nous savons tous que le danger est partout en ce moment, avec Boko Haram. Ces gens ne sont pas là pour profiter de notre terre, ils sont là parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. Beaucoup ont tout perdu."<sup>59</sup>*

**Figure 8 : Pratiques de redistribution par aide CVA (toutes modalités)**



Les observations anecdotiques sur le partage de l'aide, combinées aux réflexions des personnes interrogées sur les attitudes entre les communautés déplacées et les communautés d'accueil dans cette étude, indiquent que le partage de l'aide peut contribuer à la cohésion sociale et combler les lacunes en matière de ciblage dans des communautés présentant des niveaux de vulnérabilité apparemment similaires. Cependant, pour comprendre la capacité du partage de l'aide à promouvoir la cohésion sociale, il faudrait une évaluation et une analyse plus approfondies des facteurs qui pourraient limiter la cohésion sociale et des conditions dans lesquelles elle pourrait s'épanouir lorsqu'on utilise le CVA comme outil, y compris les dynamiques de pouvoir et les tensions au sein de la communauté et la manière dont les différents contextes d'urgence pourraient influencer la capacité ou la volonté des gens à partager.

<sup>58</sup> Focus Group Discussion, pilote, juillet 2022.

<sup>59</sup> FGD 9, femmes IDP/Host/KII 32-48



**Recommandation :** Plus de 40% des répondants à l'enquête ont indiqué avoir redistribué l'aide reçue à leur famille, à leurs voisins et à d'autres membres de la communauté. Bien que l'étude n'ait pas été en mesure de tirer des conclusions sur l'impact de ce niveau élevé de redistribution sur le ciblage du CVA ou sur les résultats de l'aide, il est recommandé d'approfondir cette pratique afin de mieux comprendre les impacts et les implications du partage de l'aide. Les domaines potentiels d'une exploration plus approfondie peuvent inclure : i) les associations entre le CVA et la Zakat (ou d'autres piliers religieux associés à la charité ou au don), ou ii) les associations entre le CVA et d'autres mécanismes caritatifs sur lesquels s'appuyer.

## Impacts du CVA sur le marché

Dans le cadre d'une évaluation de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) menée au Niger en 2017, les représentants du Programme alimentaire mondial (PAM) ont exprimé leur optimisme quant au potentiel du CVA à avoir un impact positif sur les marchés :

*"...les bons en espèces pour les personnes déplacées ont l'avantage de bénéficier directement à l'économie locale à Diffa, même dans les nouveaux établissements, ce qui peut contribuer à la coexistence pacifique entre les communautés."*<sup>60</sup>

Alors que plusieurs études confirment l'impact positif du CVA sur le développement des marchés locaux - indépendamment de la forme d'aide<sup>61</sup> - cette étude n'a pas trouvé de liens entre le CVA et les impacts positifs sur les marchés locaux. Les entretiens avec les fournisseurs indiquent que la contribution réelle en termes de développement des marchés et de diversification des acteurs reste difficile à observer.

*"Il y a plus de dix grossistes dans la ville de Diffa. Ce sont les personnes qui bénéficient le plus des activités d'aide apportées à la population."*<sup>62</sup>

*"Les vendeurs qui participent aux distributions des ONG n'ont pas d'impact sur le marché car ces distributions ont lieu en dehors du marché et selon des conditions spécifiques convenues avec l'ONG. Nous ne sommes pas en concurrence avec les vendeurs de la ville puisque notre cible sont les sites de réfugiés/IDP."*<sup>63</sup>

Les fournisseurs sont souvent en dehors des communautés ciblées, comme dans le cas de la programmation d'IRC dans les zones examinées par l'étude. Les grossistes sélectionnés étaient originaires de Niamey et de Diffa, des localités très éloignées des communautés dans lesquelles ils livrent des marchandises. Plus largement, les personnes interrogées ont l'impression que les fournisseurs à grande échelle sélectionnés sont des acteurs économiques aisés de la région et que leur participation peut être liée aux préférences politiques au niveau régional.<sup>64</sup> Cela suggère que l'impact sur les économies locales de l'afflux de biens et d'argent est probablement temporaire.

Pendant la collecte des données, les fournisseurs ou grossistes de plus grande envergure ont tous refusé d'être interrogés et ont redirigé l'équipe de recherche vers les fournisseurs de moindre envergure, qui s'approvisionnent auprès de ces grossistes. Au niveau de la communauté, les chefs communautaires ont signalé la création de petits magasins ou de stands depuis l'arrivée des

<sup>60</sup> KII avec le PAM - pour le rapport de l'OIM-SH, 2017.

<sup>61</sup> Lewin et al., 2018 ; Piotrowicz, 2018 ; Tappis et Doocy, 2018.

<sup>62</sup> SSI12, Chef de village

<sup>63</sup> KII11, Trader

<sup>64</sup> KII3, KII16, SSI12



populations déplacées.<sup>65</sup> Cependant, la recherche n'a pas pu établir de corrélation entre ces nouveaux établissements et la mise en œuvre des programmes CVA d'IRC ou l'augmentation de la demande de biens avec l'arrivée de nouveaux membres de la communauté et de consommateurs potentiels.

En outre, les dirigeants communautaires et les bénéficiaires ont indiqué dans les FGD que les vendeurs fournissent parfois des produits de mauvaise qualité ou de moindre valeur.

*"Les vendeurs nous vendent des produits de mauvaise qualité. Par exemple, le vrai tissu est vendu à 4 500 FCFA parce qu'il est de bonne qualité. Mais à la place, ils apportent des tissus [synthétiques] en nylon. Nous connaissons le prix de ce tissu sur le marché, il est beaucoup moins cher !"<sup>66</sup>*

*"Ils nous ont apporté des tentes de mauvaise qualité... Certains s'en sont plaints à IRC. Puis, IRC a apporté des tentes de très bonne qualité pour remplacer les anciennes. Donc, ils ont reconnu que nous avions été trompés."<sup>67</sup>*

Ces comportements pourraient s'expliquer par le fait que les fournisseurs doivent parfois absorber eux-mêmes les coûts liés à l'inflation. Comme décrit lors des entretiens avec les fournisseurs, lorsqu'un accord sur les prix est conclu avec IRC et en accord avec le réseau CaLP au Niger, le fournisseur est tenu d'échanger le bon reçu contre la somme convenue, malgré l'augmentation des coûts due à l'inflation ou à la crise ou l'augmentation des coûts de transport.<sup>68</sup> Les fournisseurs ont noté que même si les prix sont révisés périodiquement, le temps important qui s'écoule entre les accords sur les prix et la distribution peut entraîner une perte financière pour les fournisseurs, ce qui les conduit à fournir des marchandises moins chères. Ce délai entre la fixation des prix et la livraison des marchandises peut réduire la capacité des fournisseurs locaux à s'impliquer dans la chaîne de valeur du CVA.

**Recommandation :** *La variabilité du marché (inflation, volatilité des prix) et la conception du programme (processus de sélection des vendeurs et force des marchés en dehors de l'utilisation du CVA) peuvent limiter les impacts positifs potentiels de l'utilisation du CVA sur l'économie locale. Une étude plus approfondie de la variabilité du marché et des véritables impacts économiques locaux est justifiée, car le CVA continue d'être utilisé dans les contextes humanitaires.*

## *Modalité de multi-assistance*

D'après les praticiens interrogés, et comme le confirment les bénéficiaires du CVA (voir le tableau 7 ci-dessus), la combinaison de l'aide en espèces et en nature est une approche privilégiée. Les praticiens voient l'avantage de combiner l'aide en espèces et en nature pour susciter l'acceptation de l'ensemble de la communauté et favoriser la stabilisation en répondant à la fois aux besoins immédiats (en nature) et aux possibilités de génération de revenus à moyen terme pour les ménages (aide en espèces). Les bénéficiaires du CVA, par le biais des réponses à l'enquête, soutiennent cette notion de combinaison des modalités d'aide, car elle leur permet d'avoir un accès constant à la nourriture, tout en disposant d'argent pour les moyens de subsistance ou d'autres possibilités. Plus généralement, les praticiens et les bénéficiaires ont reconnu la nécessité d'une certaine flexibilité pour répondre aux situations contextuelles dynamiques des communautés, ce qui nécessite l'utilisation de plus d'une modalité de réponse. Le gouverneur de Diffa a fortement encouragé cette combinaison de modalités d'assistance.

<sup>65</sup> KII1, acteur humanitaire d'IRC

<sup>66</sup> FGD8

<sup>67</sup> FGD7, femmes mixtes IDP/réfugiées 20-35 ans

<sup>68</sup> KII7, fournisseur de services



Bien que les praticiens soient d'accord avec les raisons invoquées pour cette préférence pour les modalités d'assistance, beaucoup d'entre eux ont noté des difficultés à réunir des fonds pour mettre en œuvre de telles approches.

**Recommandation :** *Dans les situations de vulnérabilité prolongée et chronique, il sera important d'étudier plus avant les impacts potentiels des approches combinées en espèces et en nature sur la stabilisation et la résilience des moyens de subsistance des ménages. En envisageant une approche combinée, les normes socioculturelles de genre contribuant à la préférence des femmes pour les modalités d'assistance en espèces devraient être examinées et reflétées dans la combinaison des modalités d'assistance. De telles approches seraient également conformes aux objectifs du lien entre l'humanitaire, la paix et le développement, à savoir la stabilisation des communautés à long terme. Le pilotage d'approches CVA d'assistance multimodale peut soutenir plus efficacement le passage de la réponse d'urgence à la résilience à l'échelle.*

## Modalités du CVA : Forces et faiblesses

Tableau 7 : Résumé des points forts et des points faibles des modalités de CVA

Modalité	Points forts	Faiblesses
En nature	<b>Participant :</b> aide garantie à un montant constant ; accès à la nourriture lorsque l'approvisionnement alimentaire est incertain	<b>Praticien :</b> logistique difficile et coûteuse, surtout dans un contexte de sécurité dynamique
Espèces ou pièces justificatives en papier	<b>Participant :</b> compréhension claire du montant reçu ; le bon offre la confidentialité du montant reçu  <b>Praticien :</b> logistiquement plus efficace qu'en nature	<b>Participant :</b> sujet au vol ou à la perte ; sujet aux augmentations de prix ou à l'inflation qui réduisent la valeur de l'aide reçue ; point de vue des femmes sur la réaffectation des fonds par les membres masculins du ménage  <b>Praticien :</b> défis logistiques (transport, impression, distribution, etc.)
Digital Bon d'achat	<b>Participant :</b> réduction du risque d'enlèvement ou de vol dans des contextes de sécurité difficiles ; confidentialité du montant reçu  <b>Praticien :</b> Réduction des coûts opérationnels et de la charge logistique	<b>Participant :</b> peur de l'exploitation et manque de compréhension de la modalité  <b>Praticiens :</b> besoin d'une expertise technique supplémentaire concernant les modalités numériques ; usure des machines/outils en raison des conditions environnementales sèches et poussiéreuses ; manque d'infrastructures adéquates dans les zones reculées ; réseaux mobiles peu fiables ; faibles niveaux d'alphabétisation/de numératie parmi les bénéficiaires ; et réglementation financière limitée



## Annexe 1 : Bibliographie

Barrett, C., R. Bell, E. Lentz, et D. Maxwell (2009) 'Market information and food insecurity response analysis'. *Sécurité alimentaire*. 1(2). pp. 151-168.

Cash Learning Partnership (2020) " La situation de l'argent liquide dans le monde 2020 : Cash and Voucher Assistance in Humanitarian Aid". [https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2020/07/SOWC2020\\_Full-report.pdf](https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2020/07/SOWC2020_Full-report.pdf) (dernier accès le 5 avril 2021).

Davis, B., S. Handa, N. Hypher, N.W. Rossi, P. Winters, et J. Yablonski (Eds.). (2016) *Des preuves à l'action : l'histoire des transferts monétaires et de l'évaluation d'impact en Afrique subsaharienne*. Oxford University Press.

Doocy, S. et H. Tappis (2018) " Cash-based approaches in humanitarian emergencies: a systematic review ". *Campbell Systematic Reviews*. 13(1). pp.1-200.

Doocy, S., A. Sirois, J. Anderson, M. Tileva, E. Biermann, J.D. Storey, and G. Burnham (2011) 'Food security and humanitarian assistance among displaced Iraqi populations in Jordan and Syria'. *Sciences sociales et médecine*. 72(2). pp. 273-282. doi : 10.1016/j.socscimed.2010.10.023.

Doocy, S., H. Tappis et E. Lyles (2016) 'Are cash-based interventions a feasible approach for expanding humanitarian assistance in Syria?'. *Journal de l'action humanitaire internationale*. 1(1), pp. 1-13. doi : 10.1186/s41018-016-0015-7.

Harvey, P. et S. Bailey (2011) *Cash Transfer Programming in Emergencies*, Good Practice Review 11. Londres : ODI.

Harvey, P. (2007) *Cash-based responses in emergencies*. Disponible sur : [www.odi.org.uk/hpg](http://www.odi.org.uk/hpg) (dernier accès le 27 septembre 2019).

IRC, USAID & CaLP (2017). *Événement d'apprentissage. Améliorer l'adoption du CTP multisectoriel en Afrique de l'Ouest*.

Kukrety, N. (2016). *Travailler avec des filets de sécurité en espèces dans les contextes humanitaires : Note d'orientation à l'intention des praticiens de l'action humanitaire*. USAID & CaLP.

Levine, S et Bailey, S. (2015) *Cash, vouchers or in-kind ? Guide d'évaluation de la manière dont les transferts sont effectués dans les programmes d'urgence*, ODI-HPG, février 2015.

Lewin, R., M. Besiou, J.B. Lamarche, S. Cahill, et S. Guerrero-Garcia (2018) 'Delivering in a moving world...looking to our supply chains to meet the increasing scale, cost and complexity of humanitarian needs'. *Journal de la logistique humanitaire et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement*. 8(4). pp. 518-532. doi : 10.1108/JHLSCM-10-2017-0048.

Margolies, A. et J. Hoddinott (2015) 'Costing alternative transfer modalities'. *Journal de l'efficacité du développement*. 7(1). pp. 1-16. doi : 10.1080/19439342.2014.984745.

ODI (2015) " Doing cash differently: How cash transfers can transform humanitarian aid", Overseas Development Institute, Londres, consulté le 17 avril 2021. Récupéré sur : <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9828.pdf>

Piotrowicz, W.D. (2018) 'In-kind donations, cash transfers and local procurement in the logistics of caring for internally displaced persons : Le cas des ONG humanitaires polonaises et des déplacés internes ukrainiens.' *Journal of Humanitarian Logistics and Supply Chain Management*. 8(3). pp. 374-397. doi : 10.1108/JHLSCM-11-2017-0060.



Sabates-Wheeler, R. et S. Devereux (2010) 'Cash transfers and high food prices: Explaining outcomes on Ethiopia's Productive Safety Net Programme. *Politique alimentaire*. 35(4). pp. 274-285. doi : 10.1016/j.foodpol.2010.01.001

Van Wassenhove, L. (2006) 'Humanitarian aid logistics: supply chain management in high gear'. *Journal of the Operational Research Society*. 57(5). pp. 475-489. doi : 10.1057/palgrave.jors.2602125.

Vogel, B., K. Tschunkert, and I. Schläpfer (2021) 'The social meaning of money: Multidimensional implications of humanitarian cash and voucher assistance'. *Disasters*. doi : 10.1111/disa.12478.



## Annexe 2 : Listes des entretiens KII, SSI et FGD

Tableau 8 : Liste des entretiens avec les informateurs clés

#	Type d'organisation	Organisation	Position	Localisation
KII0	CSO	NovaTech	Directeur	Niamey
KII1	humanitaire	IRC	Responsable TIC pour ERD	Diffa
	humanitaire	IRC	Responsable ERD [Récupération et développement précoces]	Diffa
KII2	humanitaire	IRC	Ancien spécialiste de l'argent liquide et coordinateur intérimaire sur le terrain	Diffa
KII3	humanitaire	IRC	Directeur adjoint du programme	Niamey
KII4	CSO	JvE	Directeur et coordinateur de terrain	Niamey
KII5	humanitaire	Welt Hunger Hilfe (WHH)	Chef de projet et coordinateur Diffa	Niamey
KII6	humanitaire	PAM	Responsable de la politique des programmes	En ligne
KII7	fournisseur de services		Trader	Diffa
KII8	fournisseur de services		Trader	Diffa
KII9	fournisseur de services		Trader	Diffa
KII10	fournisseur de services		Trader	Diffa
KII11	fournisseur de services		Trader	Diffa
KII12	fournisseur de services		Trader	Maine
KII13	fournisseur de services		Trader	Diffa
KII14	fournisseur de services		Trader	Diffa
KII15	fournisseur de services		Trader	Diffa



#	Type d'organisation	Organisation	Position	Localisation
KII16	Coordinateur de terrain		Coordinateur de terrain	En ligne
KII17	humanitaire	IRC	Responsable ERD	En ligne

**Tableau 9 : Liste des entretiens semi-structurés**

#	Position	Genre	Localisation
SSI1	Représentant du chef de village / point focal IRC	homme	Digargo
SSI2	Chef de village	homme	Madori
SSI3	Chef de village	homme	Koursari
SSI4	Chef de village	homme	Mataou
SSI5	Chef de village	homme	Mamari Forage
SSI6	Chef de village	homme	Igre Koublé
SSI7	Chef de village	homme	Chenal
SSI8	Chef de village	homme	Site de déplacés de Fego / Koursari
SSI9	Chef de village	homme	Djakidi
SSI10	Chef de village	homme	Awaridji
SSI11	Chef de village	homme	Ariguirguidi
SSI12	Chef de village	homme	Djorikolo
SSI13	Chef de village/district	homme	Kandjiri, Diffa
SSI14	Chef de village	homme	Toudoun Wanda, Maine
SSI15	Vice-maire	homme	Diffa
SSI16	Vice-maire	homme	Maine

**Tableau 10 : Liste des discussions de groupe**

#	Type de participants	Genre	Groupe d'âge	Localisation
FGDo	Communautés d'accueil et déplacées (nombre non spécifié)	femmes, hommes		Mataou
		femmes	non spécifié	Madouri



#	Type de participants	Genre	Groupe d'âge	Localisation
FGD1	Hôtes (4) ; PDI (2) ; Réfugiés (1)	hommes	22-50	Blangou Yaskou
FGD2	Hôtes (2) ; PDI (1) ; Réfugiés (3)	femmes	18-32	Blangou Yaskou
FGD3	Hôtes (1) ; PDI (2) ; Réfugiés (3)	hommes	28-55	Djori Koulo
FGD4	Hôtes (2) ; Réfugiés (4)	femmes	25-43	Digargo
FGD5	PDI (2) ; Réfugiés (4)	femmes	28-60	Djori Koulo
FGD6	PDI (4) ; Réfugiés (2)	femmes	34-50	Koublé Igre, Maine
FGD7	PDI (2) ; Réfugiés (4)	femmes	20-35	Chenal, Maine
FGD8	PDI (6)	hommes	32-60	Tamsougoua, Maine
FGD9	Hôtes (2) ; PDI (2) ; Réfugiés (3)	femmes	32-48	Awaridi, Diffa
FGD10	Hôtes (5) ; Réfugiés (3)	hommes	28-70	Digargo, Diffa



## Annexe 3 : Outils de collecte de données

### DISCUSSION DE GROUPE AVEC DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ (DES DEUX SEXES)

Date du FGD : (jj/mm/année) Lieu (région/district) :

Noms du facilitateur et du preneur de notes :

**Tableau 11 : Informations sur les personnes interrogées lors du FGD**

Participants	Prénom	Genre	Âge	Profil migratoire
#1				
#2				
#3				
#4				
#5				
#6				

Lisez à voix haute le script d'introduction et de déclaration de consentement ci-dessous (mot à mot tel qu'il est écrit ci-dessous).

Bonjour. Je m'appelle \_\_\_\_\_ et je travaille pour un organisme de recherche mandaté par IRC et Mercy Corps. Cette étude porte sur l'acceptation de l'assistance en espèces et en bons d'achat (CVA) pour soutenir les personnes dans le besoin, la fonctionnalité du marché, ainsi que l'accès sûr et la disponibilité d'agents de paiement fiables. La plupart de ces informations ont été recueillies par le biais d'une revue de la littérature, mais nous aimerions nous concentrer avec vous sur certains éléments de la faisabilité du CVA. L'entretien durera environ 120 minutes. Tout ce que nous dirons sera utilisé pour informer l'étude mais restera anonyme. Demandez le consentement de la personne interrogée. Dites à la personne interrogée que l'étude sera largement diffusée et qu'elle en recevra une copie.

Votre participation à cette étude est entièrement volontaire. Vous pouvez refuser de participer ou vous retirer de l'étude à tout moment. Nous gardons un contrôle strict sur toutes les données et nous ne communiquerons votre nom ou vos informations à personne en dehors de notre équipe de projet.

- *Acceptez-vous de participer ? Si le ou les participants sont d'accord, continuez. Si un participant du groupe de discussion n'est pas d'accord, invitez-le poliment à partir et poursuivez l'activité avec tous ceux qui sont d'accord.*
- *Avez-vous des questions ? Je réponds à toutes les questions. Si vous avez des préoccupations, n'hésitez pas à me contacter à la fin de la conversation.*



1. Veuillez décrire ce que vous achetez principalement au marché :
  - a. Alimentation
  - b. Autres articles utilisés par les ménages (*articles non alimentaires (NFI), matériaux d'abri, intrants et outils agricoles, matériel scolaire*).
2. Quel est le marché le plus proche et quelle est la distance qui le sépare ? Est-ce celui que les gens fréquentent ou vont-ils parfois sur d'autres marchés ? Quelle est la distance entre les marchés primaires et secondaires ?
  - a. Noms des marchés locaux
  - b. Distance (indiquer l'unité)
  - c. Caractéristiques :
    - Taille (grand centre, marché secondaire, niveau communautaire)
    - Type de marchandises (bétail et légumes/fruits, détail, importés)
    - Sécurité
    - Accès (routes)
3. Y a-t-il des différences saisonnières ? Avez-vous les mêmes marchés et les mêmes problèmes d'accès, quelle que soit la saison ? Quels sont les produits alimentaires que vous achetez normalement le plus souvent, par période (récolte, pré-saison, période de soudure) ?
4. Actuellement, dans quelle mesure est-il possible de trouver les produits alimentaires et non alimentaires essentiels auprès des commerçants sur les marchés locaux ?
  - a. Quels articles ne sont pas disponibles ? Qu'est-ce qui affecte la disponibilité ?
  - b. Comment obtenir ces articles non disponibles ?
  - c. Comment a-t-elle évolué au cours des 6 derniers mois ?
5. Pour les articles que vous pouvez trouver sur le marché :
  - a. Y a-t-il suffisamment d'articles sur le marché (quantité) ?
  - b. La quantité d'articles est-elle toujours suffisante, même en période de conflit ? Qu'est-ce qui l'affecte ?
  - c. La qualité de ces articles est-elle constante ? Qu'est-ce qui l'affecte ?
  - d. Les prix de ces articles et services ont-ils changé au cours des 6 derniers mois ? Si oui, comment ?
6. Dans quelle mesure les hommes et les femmes ont-ils un accès physique sûr à ces marchés locaux ?
  - a. Quels sont les obstacles à l'accès aux places de marché ?
  - b. Qu'en est-il pour les différents groupes d'âge et de sexe ?
7. Pensez-vous que certaines personnes seraient exposées à des risques (risques de fraude, de vol, de corruption) si elles recevaient des subventions en espèces ou des bons d'achat ?
  - a. Quelles personnes ?
  - b. Que pensez-vous qu'il puisse se passer ?
  - c. Pensez-vous que les subventions en espèces ou les bons d'achat pourraient accroître les tensions existantes au sein de la communauté ? Et au sein des ménages ?



## CRISES

1. Qui prend généralement les décisions dans le ménage sur la façon dont l'argent est dépensé ? Quel est le rôle des femmes, des hommes, des enfants dans les décisions concernant la façon dont l'argent est dépensé ?
2. Avez-vous rencontré des situations où les commerçants et les marchés ne sont pas en mesure de répondre aux besoins de votre ménage en matière de produits alimentaires en particulier ? Pouvez-vous donner des exemples ? Quels sont les mécanismes d'adaptation de votre ménage pendant les crises ? Pouvez-vous donner des détails ?
3. Pendant les crises, est-il facile d'accéder aux flux financiers (par exemple, l'épargne, les envois de fonds, les dons de personne à personne, les transferts sociaux) ? Est-il facile d'avoir accès à des prêts ?
4. Qui, dans votre communauté, contribue à assurer la protection des personnes vulnérables ? Avez-vous des filets de sécurité communautaires ou des systèmes de protection pour soutenir les ménages les plus pauvres ?
5. Veuillez nous décrire comment les conflits sont résolus dans la communauté. Quel est le niveau le plus bas et le niveau le plus élevé de résolution des conflits ? Lequel est le plus efficace et le plus préféré ?

## ASSISTANCE

1. Pouvez-vous vous souvenir d'un type d'assistance passé ou en cours qui a été donné par une organisation humanitaire ? Veuillez décrire ce qu'elle était et comment elle a été fournie ? *(distributions en nature - distributions directes de produits alimentaires et non alimentaires ; transferts d'argent, y compris les transferts électroniques - paiements directs d'argent à un bénéficiaire ; bons - coupon ou morceau de papier qui peut être échangé contre des biens ou des services dans des foires de marché, des magasins temporaires).*
2. Si vous aviez l'occasion de faire des suggestions, que leur diriez-vous en ce qui concerne la manière dont l'assistance a été fournie ? Comment pourraient-ils améliorer la prestation de l'assistance ?
3. Si vous aviez le choix entre l'aide en nature - aide directe en termes de produits alimentaires et non alimentaires ; les transferts d'argent, y compris les transferts électroniques - paiements directs d'argent à un bénéficiaire ; les bons - un coupon ou un morceau de papier qui peut être échangé contre des biens ou des services dans des foires de marché, des magasins temporaires, que choisiriez-vous ? Pourquoi ? *(les articles que nous obtenons sont de qualité, nous pouvons en obtenir un bon prix, je comprends cette modalité, je peux négocier, j'ai le choix, les vendeurs ou le marché sont proches, c'est sûr et sécurisé, etc.)*
4. Comment l'aide en nature, le transfert d'argent et les bons d'achat peuvent-ils influencer les relations au sein de votre foyer ? Dans les communautés plus larges ? *(positivement, négativement, aucun changement)*
5. Si on vous donne le choix entre différents types d'assistance :
  - a. Assistance en nature *(lorsque les bénéficiaires reçoivent des biens et services matériels, tangibles et en nature)*



- b. Argent numérique (où le bénéficiaire reçoit de l'argent directement sur son téléphone)
  - c. les bons d'achat ou d'argent (le bénéficiaire reçoit un bon d'achat équivalent à une certaine somme d'argent qu'il peut dépenser auprès de n'importe quel vendeur préapprouvé)
  - d. les bons de marchandises (où les bénéficiaires ont accès à des marchandises ou des services prédéfinis qui peuvent être échangés auprès de n'importe quel vendeur participant au programme, ou lors d'une foire spécialement organisée)
  - e. ou une combinaison du prix et de la marchandise, que choisiriez-vous ?
6. Pouvez-vous expliquer vos choix respectifs ? Pouvons-nous avoir une discussion rapide dans ce groupe sur les avantages et les inconvénients ? *Engagez une discussion entre les participants sur les avantages et les inconvénients des modalités qu'ils préfèrent.*
- a. Laquelle est la meilleure pour accroître leur autonomie (self-reliance) ? Pourquoi ?
  - b. Laquelle est la meilleure en temps de crise (politique, pandémie, etc.) ? Pourquoi ?
  - c. Lequel est le meilleur compte tenu de la nature du marché local ? Pourquoi ?
  - d. Laquelle est la meilleure du point de vue de la sécurité ? Pourquoi ? Surtout pour les veuves ou les ménages dirigés par une seule femme ?

## SSI AVEC LES LEADERS SOCIO-ÉCONOMIQUES LOCAUX (NIVEAU COMMUNAUTAIRE)

Cette étude examine l'acceptation de l'assistance en espèces et sous forme de bons (CVA) pour soutenir les personnes dans le besoin, la fonctionnalité du marché, et l'accès sûr et la disponibilité d'agents de paiement fiables. La plupart de ces informations ont été recueillies par le biais d'une revue de la littérature, mais nous aimerions nous concentrer avec vous sur certains éléments de la faisabilité du CVA. L'entretien durera environ 45-50 minutes. Tout ce que nous dirons sera utilisé pour informer l'étude mais restera anonyme. Demandez le consentement de la personne interrogée. Dites à la personne interrogée que l'étude sera largement diffusée et qu'elle en recevra une copie.

Informations générales Nom :

**Tableau 12 : Leaders socio-économiques Informations sur les personnes interrogées**

Position	
Organisation	
Courriel	



Téléphone	
Mots clés (domaine d'intérêt)	

- ASSUREZ-VOUS TOUJOURS DE LIRE TOUTES LES INFORMATIONS DISPONIBLES (internet et dossier de projet) SUR L'ORGANISATION ET LES PERSONNES QUE VOUS INTERVIEWEREZ.
- DEMANDEZ TOUJOURS DES EXEMPLES CONCRETS POUR ILLUSTRER LES RÉPONSES
- N'HÉSITEZ PAS À POSER LA QUESTION "ET ALORS ? QUESTION
- ET MÊME ENVISAGER LE SCÉNARIO "ET SI...".

### Questions Acceptabilité politique

1. Pouvez-vous nous parler de vos principaux domaines d'activité - organisation, titre, fonction, objectif principal ?
2. Connaissez-vous le CVA ? Dans quelles circonstances avez-vous rencontré le CVA ?
3. Quelle est votre perception du CVA ? Dans quelle mesure est-il approprié pour répondre aux besoins des ménages de réfugiés dans cette communauté ?
4. Génère-t-il des conflits ou des tensions avec d'autres communautés (hôtes locaux) ?

### Questions Fonctionnement du marché

1. Les gens comptent-ils principalement sur les marchés pour couvrir leurs besoins ? Les réfugiés sont-ils spécifiques à cet égard ?
2. Est-il facile de s'approvisionner dans cette zone (pour le marché / bazar) ? Quels sont les principaux obstacles ?
3. Les commerçants ont-ils la capacité de se réapprovisionner rapidement si la demande augmente ? Quelle est leur capacité d'absorption ?
4. L'afflux de liquidités sur le marché local a-t-il généré un certain développement commercial ? Une croissance économique ? Une externalité positive ?
5. Et les résultats négatifs ?
6. Les commerçants ont-ils la capacité d'augmenter leurs niveaux de stocks ?
7. Si oui, de combien et en combien de temps ?
8. Les approvisionnements circulent-ils facilement d'un marché à l'autre ?
9. Avez-vous des suggestions quant à la pertinence du CVA au Niger pour une intervention future ?



## KII AVEC LES PRATICIENS DE L'HUMANITAIRE

Cette étude examine l'acceptation de l'assistance en espèces et sous forme de bons (CVA) pour soutenir les personnes dans le besoin, la fonctionnalité du marché, et l'accès sûr et la disponibilité d'agents de paiement fiables. La plupart de ces informations ont été recueillies par le biais d'une revue de la littérature, mais nous aimerions nous concentrer avec vous sur certains éléments de la faisabilité du CVA. L'entretien durera environ 45-50 minutes. Tout ce que nous dirons sera utilisé pour informer l'étude mais restera anonyme. Demandez le consentement de la personne interrogée. Dites à la personne interrogée que l'étude sera largement diffusée et qu'elle en recevra une copie.

Informations générales Nom :

**Tableau 13 : Information Informations sur les praticiens humanitaires interrogés**

Position	
Organisation	
Courriel	
Téléphone	
Mots clés (domaine d'intérêt)	



- ASSUREZ-VOUS TOUJOURS DE LIRE TOUTES LES INFORMATIONS DISPONIBLES (internet et dossier de projet) SUR L'ORGANISATION ET LES PERSONNES QUE VOUS INTERVIEWEREZ.
- DEMANDEZ TOUJOURS DES EXEMPLES CONCRETS POUR ILLUSTRER LES RÉPONSES
- N'HÉSITÉS PAS À POSER LA QUESTION "ET ALORS ? QUESTION
- ET MÊME ENVISAGER LE SCÉNARIO "ET SI...".

1. Quel est l'éventail des activités que vous mettez actuellement en œuvre ?
2. Utilisez-vous le CVA pour réaliser certaines de ces activités ?
3. Utilisez-vous des critères de ciblage spécifiques ou des méthodologies de ciblage basées sur la vulnérabilité (pro-pauvres) ? Veuillez les décrire. (*demandez tout document expliquant plus en détail leur approche*)
4. Quels facteurs avez-vous pris en compte pour choisir la modalité d'exécution de votre/vos programme(s) ?
5. Lors de la conception de votre intervention basée sur l'argent liquide, quels risques avez-vous identifiés ?
6. Pensez-vous que ces risques sont spécifiques à une modalité ou à un contexte ? Veuillez expliquer pourquoi.
7. En quoi ces risques diffèrent-ils des interventions en nature, par exemple, ou d'autres modalités ?
8. Quels sont les principaux défis liés à l'utilisation du CVA pour fournir une assistance alimentaire ? Et les principaux facilitateurs ?
9. Pensez-vous que le CVA aurait été approprié pour apporter l'aide à Diffa ?
10. Pensez-vous que le CVA serait plus rentable ? Pourquoi ?
11. Quels sont les prestataires de services que vous utilisez pour réaliser le CVA ? Recommanderiez-vous ce prestataire de services ?
12. Pensez-vous avoir la capacité interne de fournir une CVA à l'échelle ? Si non, de quoi auriez-vous besoin ?
13. Quel est le principal enseignement de votre précédente réponse CVA ? Si vous deviez à nouveau mettre en œuvre votre réponse CVA, que changeriez-vous ?
14. En regardant la matrice d'évaluation des risques (présentez-la et remplissez-la avec le répondant) et en pensant au CVA dans le contexte nigérian, comment classeriez-vous les risques suivants en temps supplémentaire ?

**Tableau 14: Matrice d'évaluation des risques**

	Évaluation globale (aiguë, élevée, moyenne, faible)	Evolution au cours des 5 dernières années	Implications pour le CVA en particulier
Question de sécurité (pour l'organisation)			
Ne pas nuire aux populations			



	Évaluation globale (aiguë, élevée, moyenne, faible)	Evolution au cours des 5 dernières années	Implications pour le CVA en particulier
Détournement de fonds et fraude (niveau individuel)			
Corruption et pots-de-vin (niveau systémique)			
Double comptage / erreurs d'inclusion de bénéficiaires			
Influence négative sur les relations sociétales au sein des ménages et des communautés bénéficiaires.			
Perception de l'assistance et des ONG avec Covid			
Inflation et distorsions du marché			

